

C'est une erreur de croire nécessairement faux ce qu'on ne comprend pas  
La vérité ne devient pas erreur parce que nul ne la voit  
GANDHI

**NI CRISE NI CHÔMAGE NI CLIMATICIDE  
C'EST POSSIBLE ICI ET MAINTENANT**

*On veut vous faire peur...  
L'économie pourrait aller beaucoup mieux  
Les solutions existent ; mais ils ne veulent pas vous épargner*

Christian WANDEBROUCK    Juin 2020

## PRÉFACE

En 2019, l'humanité a dépensé l'ensemble des ressources que la Terre peut régénérer en un an et sept mois. Malgré les signaux d'alerte, elle empiète toujours plus sur l'habitat naturel de la faune et consomme jusqu'à sa propre perte les ressources non renouvelables de la planète. Notre comportement a occasionné la disparition de 60 % des espèces sauvages durant les 40 dernières années (source WWF).

On n'oubliera pas les koalas victimes d'incendies en Australie, les ours polaires dont la banquise fond comme une peau de chagrin, les orangs-outans payant le tribut d'une consommation d'huile de palme, l'ara ou le toucan d'Amazonie...

La génération « Friday for future » milite pour un monde où les décisions seront moins mortifères, moins violentes. Le covid19 a mis en évidence la possibilité de changer pour un mode de vie plus sain.

Nous cherchons un système qui soit compatible avec la vie, la santé, la paix et la sécurité et où les valeurs sont le partage, l'entraide, le respect de tous dans la fraternité et non la méfiance, la délation et la violence institutionnalisée pour donner suite aux crises sociales, politiques ou sanitaires.

Il faut que nos esprits s'éveillent, car seul l'analyse critique, raisonnée et rationnelle de notre situation nous permettra de nous sortir de cette crise climatique et sociale qui s'aggrave. Ce livre propose de mettre en lumière l'importance du pouvoir de la création monétaire pour nous offrir de grandes possibilités d'action et répondre à de nouveaux choix de société. Une part de vérité se trouve dans un fichier nommé « qui-cree-monnaie.pdf » sur le site de la banque de France :

Depuis 1973, « la monnaie est pour la plus grande part créée sur une initiative des agents économiques, lorsqu'ils recourent à l'emprunt pour financer leurs activités. Quand une banque commerciale accorde un crédit à un particulier ou à une entreprise par exemple, le montant du crédit octroyé est inscrit sur le compte en banque du client : la monnaie a été créée. On dit que « les crédits font les dépôts ». Cette monnaie peut ensuite être convertie en monnaie fiduciaire, par retrait d'espèces, ou donner lieu à l'établissement de chèques ou de virements, par exemple. »

La monnaie est donc créée ex nihilo c'est à dire à partir de rien. Et nos dirigeants, par un tour de passe-passe politique nous demandent de rembourser par le travail une dette virtuelle toute notre vie que nous léguerons toujours plus conséquente aux générations futures.

Le système néolibéral est un grand Monopoly® qui telle une épée de Damoclès divise la population entre une minorité possédant l'avenue des Champs Élysées et un nombre toujours croissant de personnes se dirigeant vers la case prison pour impayés. Il conduit chaque gouvernement qui se succède à toujours plus d'austérité depuis bientôt un demi-siècle.

Toujours plus d'impôts et de taxes et toujours moins de moyens et de personnels pour les services primordiaux de l'éducation, de soins, de secours, de sécurité... Toujours plus de biens communs privatisés, de lois liberticides et moins de prestations sociales (chômage, retraite...) sous prétexte selon nos gouvernants que nous vivons au-dessus de nos moyens, que nous ne travaillons pas assez. Mais au final la quasi-totalité des impôts et de la TVA est destinée à rembourser cette dette créée par des banques privées, au lieu de financer les services publics ! (D'après la vidéo « démocratie et monnaie » de la grenouille gauloise)

## **Pour reconquérir ce qui nous a été spolié, récupérons la souveraineté monétaire !**

Comment faire ? Où trouver la solution ?

Définissons une feuille de route, structurons-nous, communiquons, informons-nous et transmettons nos découvertes et construisons ensemble !

Des pistes ? Des expériences réussies ?

La monnaie complémentaire Sardex en Sardaigne, le wir Suisse ou le schilling de Wörgl en 1933 inspiré du Wära de Bavières... ou plus actuels les mini BOTs Italiens ou CCF (certificats de crédit fiscal).

S'informer ? Qui en parle ?

P. Jorion, B. Maris, J. Couppey-Soubeyran, M. Chesney, S. Gesell, J. Fresco, M. Jutier, A. Piet, J.C. Duval, P. Derudder, B. Séné, A. Lajnef, J. Sapir, T. Piketty, S. Thorpe, P. Murer, A.J. Holbecq, Martouf le synthéticien, G. Foucher, F. Lepage, B. Friot, G. Galand, J. Gadrey, L. Peretz, P. Aries, S. Hairy et B. Albouy, A. Grandjean, N. Dufrêne, M. Lavoie, A. Lalucq ou l'auteur de ce livre : Christian. Wandebrouck...

L'idée ?

Stimuler la circularité de la monnaie dans l'économie réelle d'un territoire dans l'intérêt de la population par le regain de souveraineté de création monétaire.

Comment mettre cette idée en place ?

Chacun à son niveau se doit de montrer l'exemple, au-delà d'une simple expression d'opinion, soyons le changement pour rendre le fonctionnement mondial actuel obsolète. La crise que nous subissons est une opportunité pour bâtir un nouveau socle, la persévérance de chacun est notre force commune, ne lâchons rien !

Dans quel but ?

-Construire grâce à la souveraineté monétaire une transition sociale et écologique positive !

-Financer les projets menés démocratiquement par tous

-Réparer avec une monnaie publique et écologique les effets destructeurs du néolibéralisme sur les services publics et les biens communs

-Changer le paradigme erroné de la « monnaie-dette » et ainsi redonner une vie digne à chacun face à l'injustice fiscale et au pouvoir destructeur de la finance spéculative.

-Apaiser la société actuelle et son gouvernement qui insidieusement devient à chaque crise toujours plus autoritaire.

*Ce livre parle de monnaie mais il est aussi dédié à toutes les amitiés nées de cette aventure humaine. C'est le résultat d'un parcours d'enseignements sur le mensonge de la dette et je remercie toutes les personnes qui un jour sont venues y contribuer.*

Luc JACOB

## AVERTISSEMENT

Ne vous fiez pas aux chiffres qui ne veulent rien dire ; n'écoutez plus les gouvernants, experts et journalistes qui vous annoncent la grande dépression avec ses vagues d'entreprises qui vont se fracasser sur les récifs de la crise sanitaire et ses milliers de travailleurs jetés dans les abysses du chômage, sans parler de votre pouvoir d'achat qui va partir en fumée.

L'économie peut supporter la crise sanitaire ; c'est le gouvernement qui la met en danger par sa politique délétère, son incurie et ses mauvais choix. Il bénéficie des discours anxigènes des médias et experts dépassés qui sont restés emprisonnés dans une doctrine libérale et financière déjà condamnée par les ténors de l'économie. C'est aussi une aubaine pour beaucoup de grands groupes et grosses entreprises qui peuvent impunément, sous couvert de crise, réduire leurs effectifs et engranger les bénéfices, comme lors de la crise de 2008.

L'économie n'aurait pas à craindre la crise sanitaire si elle était correctement gérée, mais escrocs ou incapables, nos gouvernants nous entraînent vers un gouffre où ils entendent nous précipiter pour sauver leur système, si juteux pour eux.

Il ne suffit pas de le dire ; encore faut-il le prouver, et c'est ce que je fais dans l'exposé qui suit. Je vous dévoile les réalités cachées de l'économie, les mensonges et erreurs de la doctrine, la dangerosité de la politique conduite par le gouvernement, et vous livre la solution de gestion qui nous permettrait à tous de vivre sereinement et de passer cette épidémie sans dommage économique pour les français ; sans chômage supplémentaire, sans risque que la transition écologique soit une fois de plus sacrifiée sur l'autel de la dette publique.

Cette solution est l'amorce de ce que sera l'économie de demain, si nous ne laissons pas les pilotes actuels nous cantonner dans le cul-de-sac vers lequel ils nous acculent.

Comme souvent pour rétablir une vérité il faut d'abord détricoter les mensonges et repartir des évidences incontestables que nous connaissons tous. Ne soyez donc pas surpris si parfois j'enfonce des portes ouvertes ; c'est nécessaire pour avancer pas après pas et ne rien manquer.

Mais cela permettra aussi à tous ceux qui doutent de leurs connaissances ou de leurs capacités à comprendre cette matière, de suivre et découvrir en termes simples le fonctionnement véritable de l'économie.

Enfin, je suggère à tous ceux qui craignent de ne pas pouvoir aller jusqu'au bout de cet ouvrage, de commencer par la dernière partie du texte qui donne la solution. Ceux que cette solution interpelle trouveront peut-être alors la motivation nécessaire pour aller consulter les explications données plus haut.

## I - ÉTAT DE L'ÉCONOMIE

Première révélation : l'économie n'est pas une science. Ce sont les économistes eux-mêmes qui, dans un accès de mégalomanie, l'ont dénommée « science économique ». L'économie est née avec l'amélioration de l'organisation des conditions de vie des humains.

C'est l'étude des fonctionnements possibles des comportements et relations des femmes et des hommes d'une même communauté entre eux pour mieux vivre. C'est donc un domaine totalement subjectif qui

n'a rien à voir avec l'étude de lois naturelles et invariables comme les mathématiques, la physique- chimie, etc.

C'est donc un artefact ; une création de l'homme. Cela explique qu'il puisse y avoir différents modèles dans différentes communautés dont l'évolution, l'histoire, les conditions de vie locales et l'environnement sont différents.

En vigueur depuis le début des années 1970 le système économique actuel, dominant dans le monde, aurait dû améliorer nos conditions de vie. C'est ce que nous avaient promis les promoteurs de ce système. Ils nous ont catéchisés à leur doctrine à tel point que nous ne parvenons plus à penser autrement. Ils nous ont convaincus, bouclier de la science en avant, qu'il n'y avait qu'une seule vérité ; une seule loi.

Avec le recul qu'avons-nous constaté ? Loin d'améliorer le sort des populations, ce système a creusé un fossé qui ne cesse de s'élargir entre un groupe de propriétaires du capital qui ont capté l'essentiel des richesses... et le reste de l'humanité qui s'enfonce dans la misère et les difficultés.

Présenté comme devant nous protéger de l'autoritarisme attribué aux économies collectivistes, ce système « libéral » n'en a en réalité que le nom ; il nous a enfermés dans un labyrinthe de règles plus contraignantes et restrictives de libertés, les unes que les autres pour baliser la seule voie qui nous est autorisée. Les critères de convergence de Maastricht en sont le parfait exemple, au point qu'ils ont asservi les gouvernements eux-mêmes à la « Finance ». L'autoritarisme n'est plus étatique ; il est économique.

Pour preuve encore, cette unique doctrine officielle qui soit politiquement correcte, est la seule à être enseignée en France, mettant sous la censure médiatique, celles qui la contesteraient. Cela

lui a permis de consolider son monopole de la pensée. Les économistes les plus renommés, voire quelques prix Nobel, la défendaient jusqu'en 2015, date où le modèle a montré de nombreuses défaillances et ne permettait plus de prédire ce qui allait se passer, mais d'expliquer non plus ce qui se passait sur l'instant. Les turbulences se sont accentuées et la crise du covid-19 l'a décrédibilisée.

Mais les enjeux sont trop importants pour que les quelques bénéficiaires abandonnent. Aussi préparent-ils avec la complicité du patronat et du pouvoir politique en place, notamment en France, sa restauration dans une version plus coercitive et violente encore.

Pourtant la chance nous est donnée de changer de cap ; changer de modèle ; changer de paradigme.

Le changement peut concerner les grandes orientations et principes comme :

- revoir les conditions de la redistribution des richesses produites pour plus d'équité,
- revoir la prédominance de pouvoir du capital sur le travail,
- revoir les priorités collectives comme la mise en avant des vrais secteurs essentiels de l'économie que l'on a redécouverts durant la crise, et la gestion conservatrice de l'environnement,
- redéfinir l'objectif de l'économie par la garantie de satisfaction des besoins essentiels, la recherche de l'amélioration du bien-être en visant la qualité pour indicateur principal,
- réorienter les effets du progrès dans tous les domaines,
- quitter une culture sociale de la production matérielle et de la surconsommation pour découvrir les bienfaits de la modération et l'infinité de la production immatérielle, affective et créative.

Ce programme n'est pas exhaustif et tout reste à décider, ce qui pose aussi le problème de la décision collective à réinventer.

C'est une question de volonté et cela s'appelle changer de paradigme.

## **C'EST ICI ET MAINTENANT**

Aujourd'hui "le pouvoir politique' en place" ne vise pas ces objectifs et son action est toute entière dirigée vers la conservation d'un système qui a généré les privilèges de la classe dominante, qui l'a mis là où il est, et doit les lui maintenir.

Que disent les règles actuelles de politique économique qui forment la doctrine.

### **II - RÈGLES ET DOGMES ACTUELS :**

II-1/ Le budget des états est déterminé par affectation des ressources estimées pour l'exercice. Bien que perçues postérieurement aux dépenses elles les précèdent dans l'ordre logique puisqu'elles déterminent le volume de monnaie disponible - pour le budget.

II-2/ Les ressources évoluent comme l'activité dont elles sont issues et suivent donc la progression du PIB sauf si l'état modifie les règles fiscales pour augmenter ou réduire sa pression fiscale.

II-3/ Si les ressources réellement perçues apparaissent insuffisantes pour couvrir les dépenses, la comptabilité publique constate un déficit.

Si on ne peut pas reporter certains paiements, les solutions de financement consistent :

. à procéder à un appel complémentaire d'impôts et taxes,

ou

. à emprunter auprès des banques pour combler ce déficit.

II-4/ Un axiome qui existe depuis le début du 16<sup>e</sup> siècle dit que la création de monnaie en grande quantité provoque inmanquablement une hyper inflation. Cet axiome a été rappelé par le père fondateur du système actuel et prix Nobel d'économie en 1976, Milton FRIEDMAN.

II-5/ Pour la raison qui précède et les états ayant été déclarés par les banquiers « trop incompetents pour qu'on leur laisse la gestion de la monnaie » les états ont donc cédé leur possibilité de créer eux-mêmes directement de la monnaie. Ils doivent emprunter à titre onéreux auprès des banques centrales ou privées. Toutefois les règles diffèrent selon les régions du monde. Dans la plupart des pays l'état à tout pouvoir sur la banque centrale et peut obtenir de la monnaie comme il le souhaite. Pourtant ils ont pris l'habitude pour beaucoup d'emprunter aussi auprès de banques privées. Et quand ils s'adressent directement à leur banque centrale, ils contractent des emprunts à titre onéreux.

Dans d'autres pays la banque centrale est totalement indépendante et les états sont soumis au bon vouloir des banques. C'est le cas de la France depuis 1973 et de tous les pays de la zone euro aujourd'hui.

Il résulte de ces règles ou dogmes :

- que le budget n'est pas établi en fonction des besoins de la Nation, même si l'accroissement de la démographie les rend indispensables, et doit être limité aux ressources espérées,
- qu'en conséquence la croissance du PIB est nécessaire pour assurer les ressources, même si elle provient de l'inflation, dégrade l'environnement et doit conduire les travailleurs à prendre des

risques (covid-19) ou être remplacés par des machines plus « productives »

- que le déficit relevé par la comptabilité publique doit être minimisé à défaut d'être évité. Puisque les ressources viennent de l'activité des entreprises et contribuables alors que les dépenses sont le fait de l'état il lui est demandé de réduire ses dépenses.

- que la dette doit être combattue, ce qui impose de rembourser, donc de réduire les dépenses utiles du budget,

D'où la justification de la politique de rigueur et d'austérité menée par la plupart des pays et principalement en Europe avec les critères de convergence de Maastricht sous le contrôle de la BCE.

La préoccupation permanente de la France est claire : réduire les dépenses de l'État et augmenter la croissance du PIB d'où viennent les ressources (selon ce système libéral)

### **SAUF QUE CES RÈGLES ET DOGMES SONT FAUX !**

C'est ce qui explique les dégâts causés aux populations par cette doctrine depuis près d'un demi-siècle.

-----

Je vais énoncer dans ce qui suit les bonnes règles qui devront remplacer les mauvaises ci-dessus.

Ensuite j'en apporterai les démonstrations, et présenterai quelques corrections essentielles à la croyance populaire sur certains sujets.

Enfin je dévoilerai les solutions.

La solution vers laquelle nous devons évoluer pour construire un nouveau paradigme qui nous satisfasse,  
Mais aussi la solution pour éviter la crise économique, que le gouvernement est en train d'installer au lieu de la combattre, ainsi que stopper et résorber le chômage lié au covid-19  
C'est cette dernière solution qui justifie le titre de cet ouvrage.

### **III - LES BONNES RÈGLES ET DOGMES :**

III - 1) Le montant des dépenses programmées au budget de la Nation doit tenir compte uniquement des besoins de la Nation.

Le budget ne doit pas être limité aux montants des ressources estimées.

En effet ce sont les dépenses qui vont elles-mêmes générer les ressources en quantité suffisante.

J'ai conscience que cette règle va surprendre car elle semble contraire à ce que nous voyons au quotidien, mais c'est parce que notre vision est faussée.

C'est ce que dit la Théorie Moderne de la monnaie quand elle prétend que les dépenses précèdent les ressources.

J'en fais la démonstration dans les pages qui suivent.

III - 2) Les ressources ne dépendent pas de l'activité économique du pays contrairement à ce que tout le monde croit, mais du montant des dépenses engagées. La variation du PIB ne signifie pas que les ressources varient proportionnellement.

J'en fais également la démonstration plus loin avec « la fable de la dame de Condé ».

III - 3) Le dogme qui prétend que la création importante de monnaie génère de l'hyper inflation est une erreur qui s'est propagée durant 5 siècles jusqu'à aujourd'hui et qui a servi à la doctrine en vigueur à maintenir la création monétaire entre les seules mains des banques.

La réalité est que les économistes du 16<sup>e</sup> siècle ont interprété à l'envers ce qu'ils ont constaté. C'est l'inflation qui induit parfois une création monétaire qui à son tour va grossir l'inflation. Milton FRIEDMAN avait tort.

Si j'ai pu le démontrer par la logique, l'histoire et les mathématiques, c'est l'économie elle-même qui est venue en apporter la preuve au début du 21<sup>e</sup> siècle.

Les ténors de l'économie le reconnaissent les uns après les autres depuis 2015, jusqu'à Mario DRAGHI en 2019 à son départ de la BCE.

III- 4) Quant à l'incompétence des gouvernants, si elle est parfois exacte comme actuellement en France, elle ne justifie pas que les états ne créent pas leur propre monnaie.

La règle est que l'état doit se financer en créant sa propre monnaie et n'emprunte pas aux banques centrales ou privées. L'emprunt à titre onéreux coûte à l'État. C'est le coût de ces emprunts qui crée et alimente la dette publique et en aucun cas le déficit constaté par la comptabilité nationale.

Je le prouve également dans ce qui suit.

## Il résulte de ces nouvelles règles et dogmes :

- Que l'État doit reprendre une place déterminante dans la vie de la Nation et retrouver sa souveraineté monétaire,
- que l'État peut engager toutes les dépenses qui sont nécessaires sans se poser la question du financement, ce qui résout la plupart des problèmes et maux que nous subissons. En résumé on peut faire tout ce que les pouvoirs publics disent être impossible aujourd'hui.

Ainsi tous les chantiers de restauration des services publics, de la transition écologique, de l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables et du pouvoir d'achat de la population, peuvent être engagés immédiatement et menés sans difficulté.

- que le financement doit être assuré par création monétaire sans craindre l'inflation
- que les coûts des emprunts disparaissant, la dette va disparaître également.
- qu'on peut lancer dès à présent la transition sociale vers un nouveau paradigme en retenant d'autres indicateurs plus axés sur la qualité et le bien-être,
- **Mais aussi qu'on peut éviter la crise économique annoncée comme conséquence de la crise sanitaire.**

En effet l'État s'obstine à vouloir relancer l'activité, pour répondre à la règle 2 des dogmes actuels, en obligeant à produire alors que la consommation est absente pour de nombreux produits et services. Ce faisant il met en danger une partie de la population sans que les résultats soient évidents.

Quant aux aides homéopathiques accordées aux petits entrepreneurs elles n'empêcheront pas des fermetures en masse et des tragédies humaines.

Tout ce que l'état fera il faudra le rembourser aux banques qui permettront à l'État de les financer. Le résultat est que l'État ne fait que niveler dans le temps les pertes générées par la crise sanitaire. C'est exactement la stratégie suivie par le pouvoir pour niveler la crise sanitaire.

Maintenant que les nouvelles règles et dogmes sont définis, il est temps de présenter les démonstrations et explications qui justifient le changement de règles.

#### **IV - DÉMONSTRATIONS**

##### **IV - 1 Démonstration N° 1: Circulation de la monnaie et budget**

Considérons une somme de 100 euros répartie en 100 pièces de 1 € entre les mains d'un individu et suivons le chemin que va parcourir cette monnaie.

Le premier détenteur de ces 100 pièces va évidemment les dépenser. Ne pas utiliser la monnaie, l'épargner donc, n'est qu'une pause dans la circulation de la monnaie qui finira un jour ou l'autre par être utilisée. Les personnes qui vont recevoir ces pièces vont les dépenser à leur tour, soit en achat soit en rémunération. Les pièces que nous suivons vont changer de mains à nouveau.

Le cheminement ne s'arrête pas là et lorsqu'une personne ou une entreprise reçoit de la monnaie elle l'utilisera tôt ou tard en achat ou rémunération.

Nos pièces de monnaie vont ainsi passer de mains en mains indéfiniment. C'est ce que l'on appelle la circulation de la monnaie ou circuit monétaire. C'est la vocation de la monnaie.

La monnaie circule et ne disparaît jamais. 1 mois, 1 an ou 10 ans après la monnaie continue de circuler et nos 100 pièces de départ sont toujours là.

Cela est vrai pour la monnaie telle qu'elle a toujours existé depuis des millénaires et exclut le cas très spécifique et récent de la monnaie-dette créée par les banques, qui disparaît à l'occasion du remboursement. Bien que ce soit actuellement le mode de création le plus fréquent il n'est qu'un artefact marginal sur lequel je reviendrai plus tard dans cet exposé.

Cela est également vrai pour la monnaie utilisée pour payer des impôts ou taxes. La taxe et l'impôt sont des éléments du prix donc correspondent à un achat ou un élément inclus dans une rémunération. Même les taxes foncières et d'habitation qui sont le prix de l'usufruit du terrain et du droit de posséder ou d'user d'un bâtiment.

Toutes les dépenses sont rapportables à un achat ou une rémunération.

Maintenant pour les besoins de la démonstration nous allons analyser le circuit spécifique de la monnaie utilisée pour le paiement des taxes et impôts.

Et toujours pour les besoins de la démonstration nous allons conserver la monnaie utilisée pour les taxes et impôts qui ira dans les caisses de l'état, sans la réinjecter dans le circuit économique.

Nous reprenons notre exemple de départ et notre premier détenteur des 100 pièces de 1 euro va les dépenser.

Mais cette fois les entreprises, commerçants ou salariés qui vont les recevoir ne vont pas pouvoir les utiliser en totalité.

En effet sur les achats le fisc va prélever une TVA. Sur les rémunérations des salariés ou des chefs d'entreprises ou des actionnaires le fisc va prélever un impôt.

Toutes les dépenses peuvent être analysées soit comme un achat de bien ou service, soit comme une rémunération. Mêmes les charges sociales qui sont des cotisations d'assurance, donc un achat de service.

Donc une partie des 100 € dépensés par le premier détenteur de la monnaie va aller dans les caisses de l'état.

Le reste de la somme va être de nouveau utilisé pour faire des achats ou verser des rémunérations. Là encore des taxes et impôts vont être prélevés par le fisc et vont rejoindre les précédents dans les caisses de l'état. Là encore la monnaie qui reste à disposition dans le circuit monétaire diminue.

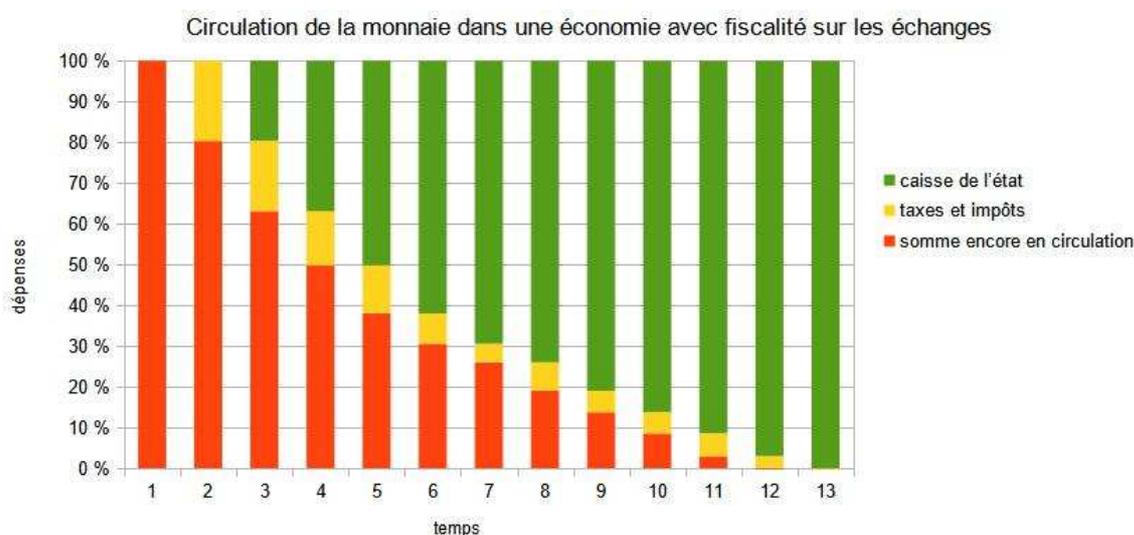
Ainsi à chaque fois que la monnaie passe de mains en mains le fisc opère un prélèvement et la somme encore disponible dans le circuit des échanges diminue.

Bien sûr il peut arriver que des achats soient exonérés de taxes ou que des personnes soient non imposables mais cela n'a aucune incidence car lors du prochain échange le fisc reviendra prélever une partie de la monnaie.

La monnaie en circulation va donc décroître au gré des échanges jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien des 100 € d'origine en circulation. A la différence du premier exemple, cette fois la monnaie ne circule plus indéfiniment et disparaît progressivement au gré des échanges jusqu'à disparition totale.

Si nous regardons dans les caisses de l'état où ont été versées les sommes prélevées nous constatons que les 100€ d'origine s'y trouvent en totalité. C'est pour pouvoir le constater que nous avons conservé ces sommes sans les réinjecter dans le circuit comme cela se fait habituellement avec les dépenses publiques. Donc l'État a récupéré, on pourrait même dire « absorbé » la totalité des 100€ d'origine.

**Graphique 1 :**



Vous aurez beau chercher l'erreur ; il n'existe pas d'autre scénario possible dans une économie où l'État a instauré une taxe sur les achats et un impôt sur les revenus. C'est une question de temps.

Dans les deux exemples que nous avons simulés, nous n'avons rien révélé qui ne soit pas connu car nous le savions et c'est ce qui lui donne toute sa force ; nous n'utilisons que des évidences incontestables. Mais ce sont les conséquences que je vais en tirer qui n'ont jamais été exprimées.

Conclusion n°1 : toute la monnaie en circulation passe un jour ou l'autre par les caisses de l'état. La création /destruction de monnaie liée au crédit bancaire n'a aucune incidence sur ce phénomène.

Conclusion n°2 : Si l'état ne réinjectait pas par ses dépenses la monnaie qu'il absorbe, le circuit se viderait. Il faudrait alors que les banques alimentent en permanence le circuit monétaire, mais elles ne pourraient jamais récupérer en remboursement les sommes absorbées par la fiscalité. Une telle situation serait insoutenable pour les banques.

Ce ne sont donc pas les banques qui créent la monnaie qui permet au circuit de fonctionner. Le circuit ne fonctionne que parce que l'état réinjecte les sommes qu'il perçoit de la fiscalité. Il a donc un rôle essentiel que tous les économistes ont oublié lorsqu'ils affirment que ce sont les banques qui créent la monnaie.

Dans un système sans fiscalité où la monnaie circule sans évaporation (notre exemple 1) ce serait possible mais dans une société où l'état applique une fiscalité c'est lui et lui seul qui alimente le circuit de la monnaie en continu, les banques n'intervenant que comme des écluses pour un temps court.

Conclusions n° 3 : toute dépense de l'état se comporte comme les 100€ de notre exemple N°2. La monnaie injectée par la dépense subira les mêmes prélèvements fiscaux au cours de son voyage de mains en mains et retournera dans son intégralité dans les caisses de l'état.

**La récupération intégrale par l'état des dépenses qu'il effectue, sous formes de ressources postérieures, est garantie par la structure même du circuit monétaire sur lequel s'applique une fiscalité.**

L'État récupère donc en ressources la totalité de ses dépenses ni plus ni moins (sauf 2 fuites ou entrées à savoir le solde de la balance commerciale et la spéculation boursière)

Ce qui n'est pas connu c'est la durée que la monnaie considérée mettra pour retourner dans les caisses de l'État.

Donc quand l'état dépense 100 € il est assuré de recevoir dans un délai plus ou moins long 100 € de ressources ; s'il en dépense 10 000 il en recevra 10 000 ; s'il dépense 100 milliards il s'assure 100 milliards de ressources sur le moyen ou long terme.

Conclusion n° 4 : ce qui précède confirme ce que dit la MMT à savoir que ce sont bien les dépenses qui précèdent les ressources puisqu'elles en sont la source.

L'État peut être assimilé à une entreprise qui produit de la fiscalité. Il investit en dépenses et ses recettes sont les taxes et impôts.

Conclusion n°5 : Si on compare l'État à une entreprise puisqu'il est maintenant prouvé que les dépenses produisent les ressources, le budget établi par la Comptabilité publique n'est pas pertinent puisqu'il est construit sur le modèle du budget des ménages où les dépenses ne sont pas la source des ressources alors qu'elles le sont pour les entreprises et l'État.

La comptabilité publique commet une erreur d'analyse et appelle Budget de l'État ce qui n'est qu'un compte de trésorerie.

#### **IV - 2 Démonstration N°2 : Explication de l'erreur de la Comptabilité Publique**

Comme cela a été démontré juste avant, toute dépense effectuée par l'État va circuler dans le circuit économique et générera des ressources pour un montant strictement identique... à condition que la

monnaie ne sorte pas du circuit. Sauf oubli de ma part il n'y a que deux circonstances dans lesquelles la monnaie sort du circuit.

La première concerne les importations qui font que la monnaie contenue dans le prix est exportée. A l'inverse les exportations font entrer de la monnaie. C'est donc le solde qui va impacter en plus ou en moins l'équilibre des dépenses et ressources.

La seconde résulte de la spéculation boursière qui peut créer ou évaporer de la monnaie. Là encore c'est le solde qui peut impacter l'équilibre dépenses ressources.

Dans une économie fermée sans solde commercial avec l'étranger, ni sphère financière spéculative, le budget de la Nation est structurellement équilibré. L'excédent ou le déficit ne viennent donc pas de la politique économique de l'état ni de l'activité interne du pays. L'utilité de la sphère financière spéculative n'étant pas démontrée on pourrait se débarrasser de cette activité sans dommage.

Par contre le commerce international est utile, même si l'excès de la mondialisation a complètement désorganisé le commerce planétaire et terriblement fragilisé les pays qui, riches ou pauvres, au nom de la « compétitivité » ne couvrent plus par leurs activités propres leurs besoins essentiels,

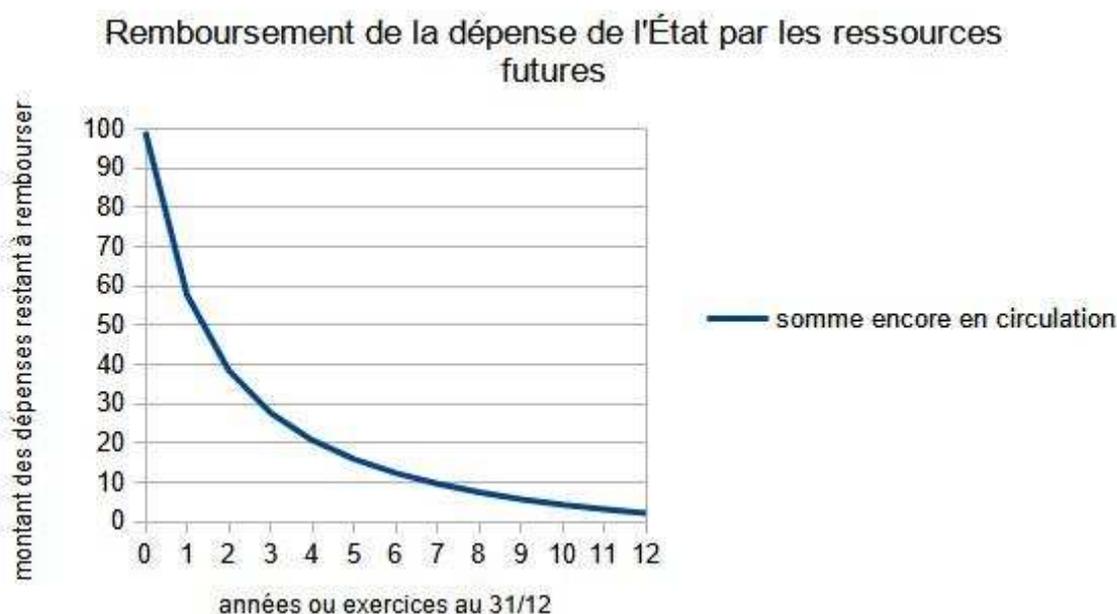
Résultat, la France vient d'en faire la démonstration à l'occasion de la crise du covid, avec une production de masques et respirateurs inexistante sur le territoire.

Le fait que seuls les soldes internationaux et spéculatifs génèrent des déficits ou excédents ne signifie pas qu'ils soient la seule explication de la dette. Bien au contraire ils sont plutôt marginaux. J'expliquerai la dette dans un autre document.

Ceci étant dit d'où vient l'erreur de la Comptabilité Publique qui nous fait prendre la chimère du déficit pour une réalité depuis un demi-siècle.

Si nous savons maintenant qu'une dépense de l'état lui sera intégralement remboursée par les ressources futures qu'elle génère, le phénomène s'étale dans le temps. Ce paramètre temporel est déterminant car la durée du retour est variable et n'est pas connu à l'avance.

Graphique 2 :

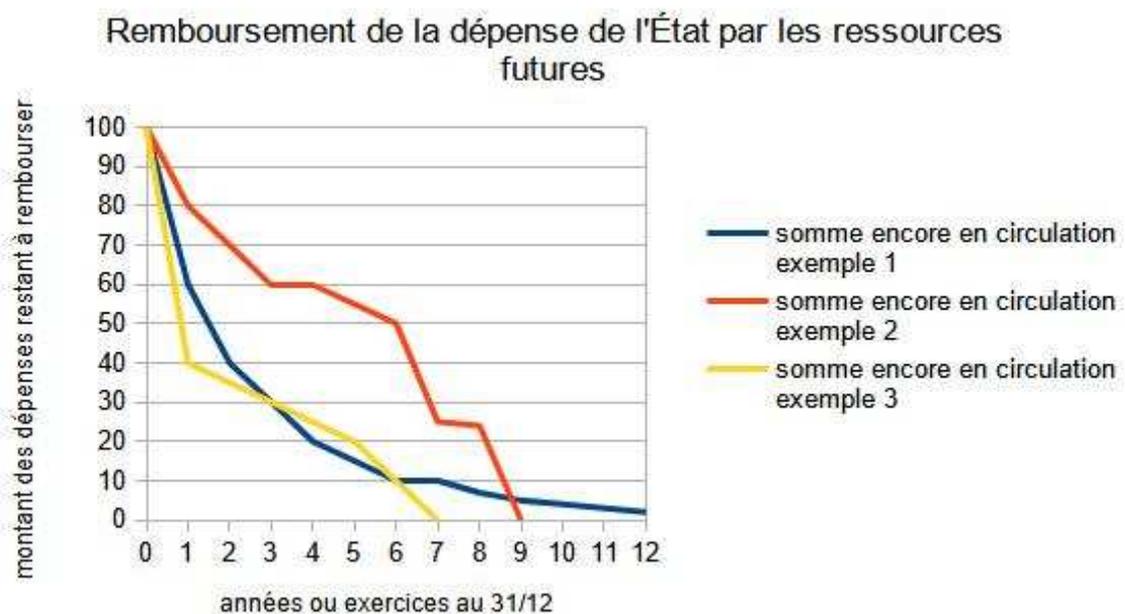


Ce graphique montre que la part des 100€ d'origine toujours en circulation diminue avec le temps mais que cette disparition de la somme initiale s'étale souvent sur plusieurs exercices.

Au minimum 2 exercices puisque les dépenses de l'état étant elles aussi étalées, celles de fin d'année ne peuvent être revenues avant le 31 décembre. La réalité est généralement beaucoup plus longue.

La forme parfaite de la courbe sur le graphique 2 (exponentielle décroissante) ne doit pas faire croire que cette baisse est régulière. Elle obéit à de nombreux facteurs subjectifs comme la propension à épargner et la durée de conservation, ou comportement des acheteurs, ou les effets de mode, etc.

Le délai de retour dans les caisses de l'état sera très variable d'une somme à l'autre.



Les courbes sont toutes différentes.

Pour la simplicité de la démonstration je continuerai avec des formes simples ; cela n'a aucune incidence sur le raisonnement ou la réalité de ce qui est prédit.

Ce qui est en dessous de la courbe correspond à la partie de la somme encore en circulation.

Ce qui est entre la courbe et la ligne marquant la somme initiale de 100 € correspond à la part de la dépense qui est retournée dans les caisses de l'état.

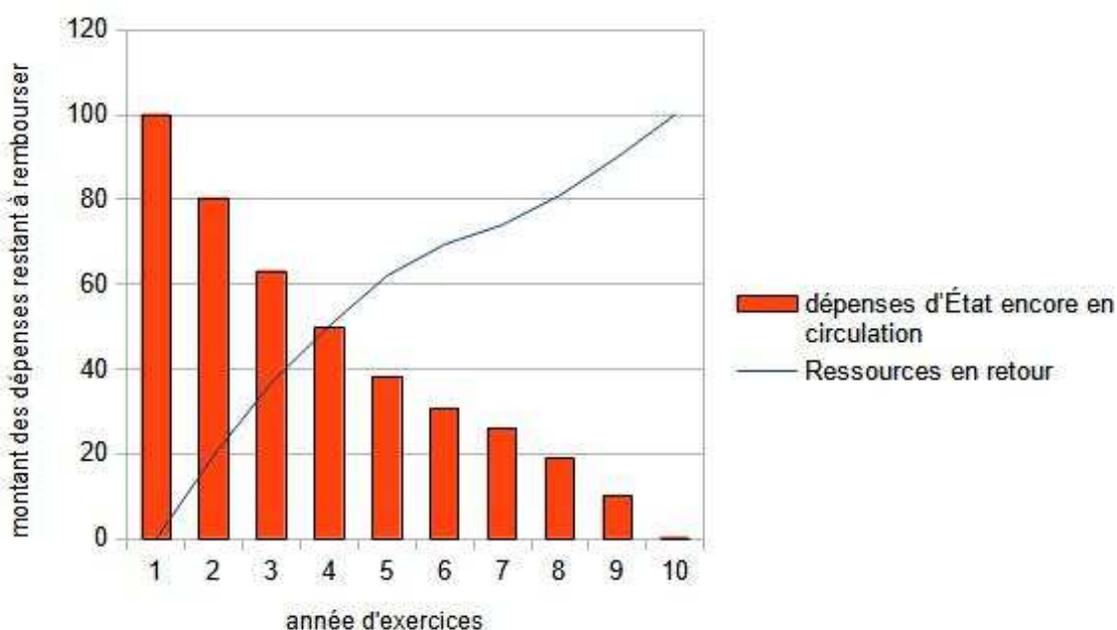
### Graphique 3

Nous allons nous intéresser maintenant à la façon dont la somme retourne dans les caisses de l'état exercice après exercice

La courbe bleue correspond à la part de la dépense d'origine qui a été récupérée durant chaque exercice par l'état sous forme de ressource fiscale.

Elle est inscrite dans la comptabilité au crédit du budget avec les autres ressources.

On vérifie qu'après un nombre inconnu et variable d'années ou d'exercices, la totalité de la dépense initiale est remboursée.



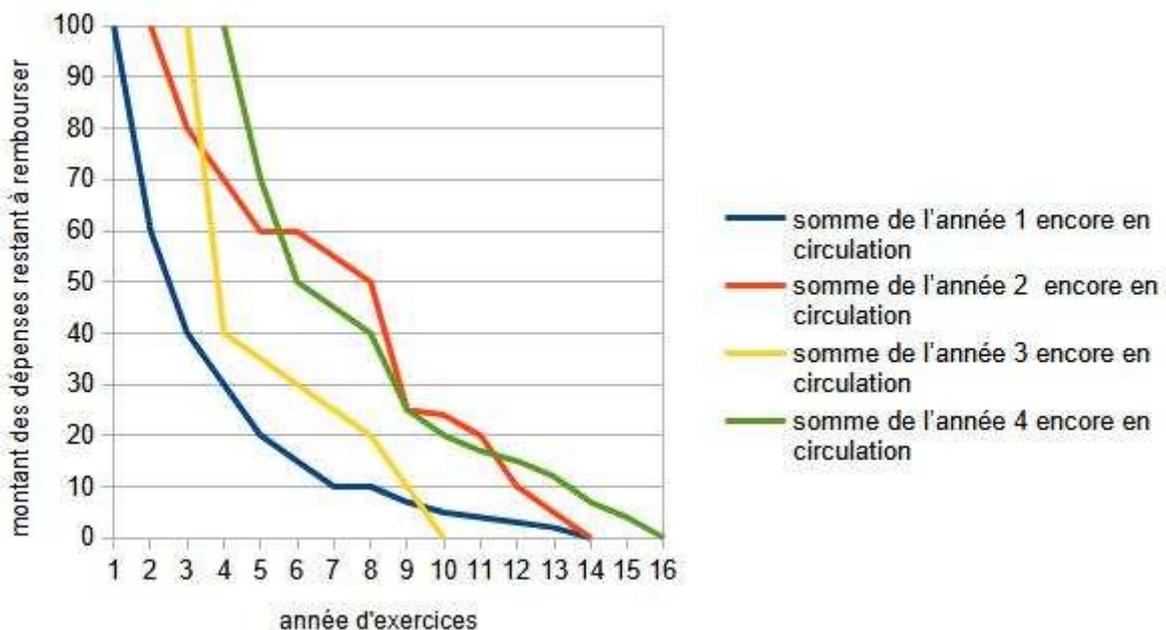
La fragmentation est due au fait que les exercices comptables sont de 1 année.

Imaginons que nous retenions un exercice qui fasse 10 ans, il est vraisemblable que les 100€ seront revenus en totalité ou presque dans les caisses de l'état mais cela ne va rien changer au problème de fond qui est la répétition des exercices ; ce que je vais démontrer maintenant en analysant ce qu'il se passe à l'exercice suivant - graphique 4.

A l'exercice suivant le budget de l'état a prévu de nouvelles dépenses qu'il va engager sans attendre que toutes les ressources générées par l'exercice 1 soient revenues dans les caisses de l'état.

Pour simplifier la comparaison nous supposerons que l'état dépense à nouveau 100€. Cela pourrait être un autre montant mais cela ne changerait rien à ce que nous allons constater.

**Graphique 4**



Chaque couleur correspond à la dépense d'une année précise et son retour sous forme de ressources.

On voit apparaître sur le graphique les ressources en bleu perçues sur les exercices 1, 2 et 3 qui proviennent des dépenses de l'année 1  
On voit apparaître aussi en rouge les ressources perçues sur les exercices 2, 3, 4 et 5 qui proviennent des dépenses de l'année 2 ; Et ainsi de suite pour les ressources jaunes et vertes

D'ores et déjà il est évident que dans les ressources perçues au cours d'un même exercice il y a des chevauchements de retour de dépenses engagées lors de plusieurs exercices différents.

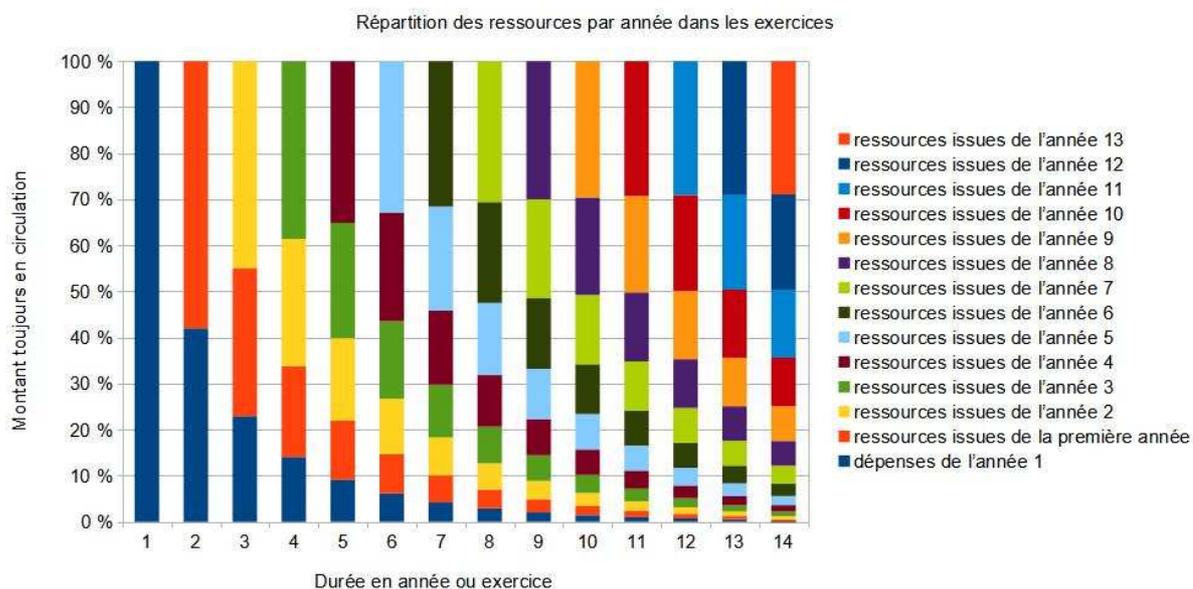
Le graphique 5 ci-dessous montre :

- comment les ressources produites par les dépenses d'un exercice s'étalent sur plusieurs années. Elles vont donc apparaître dans la Comptabilité Nationale réparties sur plusieurs exercices consécutifs bien qu'elles relèvent d'un même et seul exercice source donc d'un même et seul budget tel qu'on doit l'entendre au sens d'une entreprise. (Budget bleu la première année)
- comment les dépenses de l'exercice suivant (orange) vont également produire des ressources (orange) qui vont être elles aussi être enregistrées par la Comptabilité Nationale sur plusieurs exercices. Et ainsi sur les exercices suivants. (Jaune et vert)

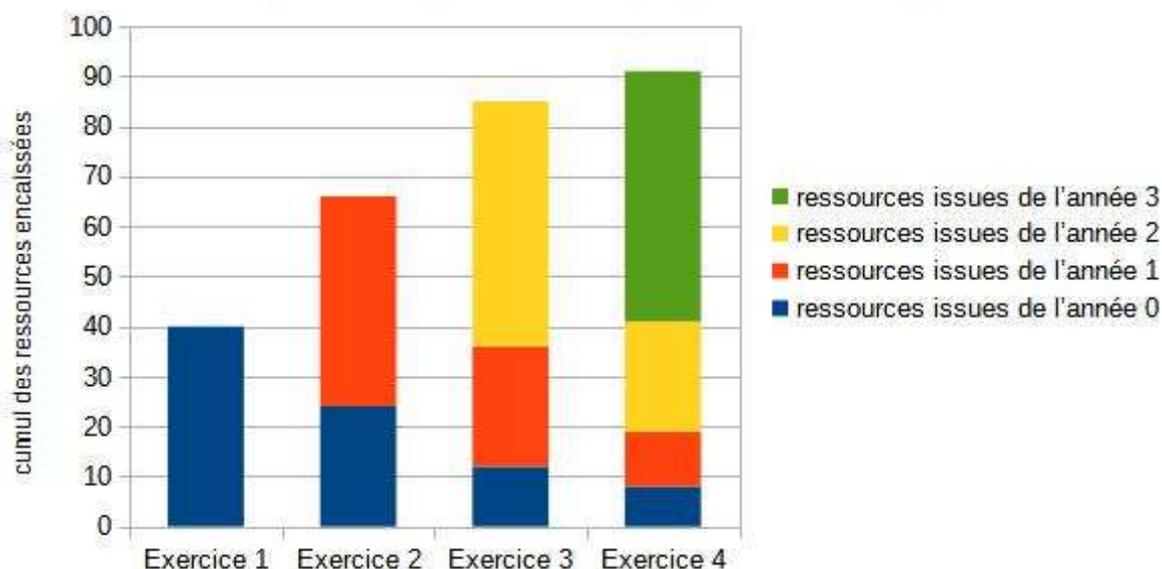
Ce graphique montre clairement que le total de ressources qu'affiche la Comptabilité Nationale pour un exercice (une colonne) n'est pas comme elle le laisse croire le montant des ressources PRODUITES au cours de l'exercice mais un cumul de ressources produites au cours d'exercices successifs.

Pour rappel ce sont les dépenses qui produisent les ressources (Cf plus haut)

**Graphique 5**



Comptabilisation faite par la comptabilité publique



La Comptabilité Publique ne comptabilise pas les ressources produites par les dépenses de l'année en cours, seuls éléments qui permettent de définir le budget de l'exercice en question.

Elle donne une indication des montants des ressources recupérées au cours de l'année mais relatives aux budgets de l'exercice en cours et des budgets des exercices antérieurs.

Quels enseignements peut-on tirer de ce constat.

① l'inadaptation de la Comptabilité Publique

La Comptabilité Publique ne suit pas chaque budget annuel avec ses dépenses et ses ressources qui en découlent ; elle donne une information sur l'état de TRÉSORERIE qui résulte de la superposition de plusieurs budgets successifs. Elle ne peut donc conclure sur l'équilibre ou non des budgets.

L'état de trésorerie est ponctuel, constaté à un instant « t », provisoire car les ressources manquantes seront perçues plus tard ; elles seront remplacées par d'autres ressources manquantes des exercices suivants ; et chronique car le phénomène se répétera tous les ans.

Ce n'est donc pas un résultat déficitaire qui s'accumulerait aux précédents pour former la dette souveraine qui est constaté chaque année, mais une insuffisance de trésorerie glissant d'un exercice à l'autre.

La Comptabilité Publique conduit à une vision faussée de la réalité de l'économie car elle n'est pas capable de distinguer dans les ressources perçues, les exercices au cours desquelles les dépenses qui en sont la source ont été réalisées.

## ② l'erreur conceptuelle du budget de l'État

La Comptabilité Publique est incomplète en informations car elle est construite comme pour le budget des ménages.

D'un côté les ressources sont issues du travail, des rentes ou autres actions et sont donc presque totalement déconnectées des dépenses de consommation qui seront réalisées ensuite (quelques dépenses résultent de la nécessité de travailler et peuvent être reconnues comme antérieures aux ressources).

Dans cette vision du budget des ménages les ressources précèdent et conditionnent les dépenses.

Dans le cadre des entreprises les dépenses sont destinées à la production et c'est de cette production que viendront les ressources. L'objectif de l'entrepreneur est de réaliser un excédent, son budget, provisionnel comme définitif, va donc mettre en parallèle les dépenses engagées et les ressources qui en résulteront.

Les dépenses précèdent donc les ressources. Les états de trésorerie ne sont que des paramètres de pilotage qui détermineront des actes de gestion.

Le déséquilibre sur le ou les premiers exercices est une situation normale lorsqu'une entreprise investit beaucoup pour rénover ou accroître ses capacités de production. Elle sait qu'elle ne pourra pas récupérer sur le même exercice les recettes nécessaires pour couvrir l'intégralité des dépenses d'investissement.

Pour pouvoir apprécier la situation d'équilibre ou non de l'activité la comptabilité d'entreprise utilise des outils que sont les amortissements et comptes de régularisation.

L'État fonctionne comme une entreprise qui produit des taxes et impôts. Il investit dans les dépenses publiques qui produisent un courant de circulation monétaire qui alimente la fiscalité pour produire des taxes et impôts.

La seule particularité est que la « production fiscale » ne dégage ni excédent ni déficit.

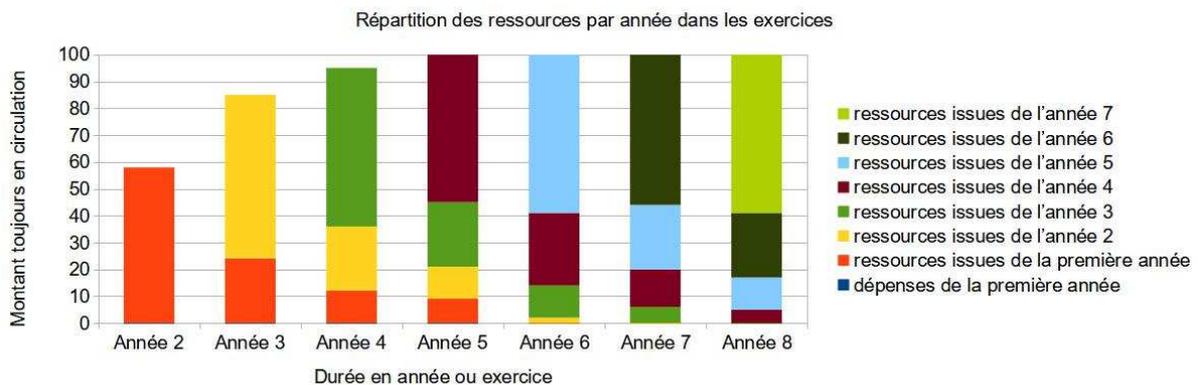
Le budget de l'état fonctionne comme un catalyseur (enzyme pour les biologistes) du circuit économique. Il permet aux activités de se réaliser, les accélère ou les ralentit, et ressort du circuit intact, sans transformation ni perte.

La Comptabilité Publique est construite sur les bases d'une comptabilité des ménages alors qu'elle devrait être identique à celle des entreprises avec des comptes d'amortissements des dépenses engagées (dégressifs) et procéder aux régularisations nécessaires.

### ③ l'Instabilité budgétaire

Si le montant des dépenses de l'État était identique tous les ans et si de plus le retour des dépenses se faisait toujours à la même vitesse il arriverait un moment où le différenciel de trésorerie disparaîtrait. Le montant des ressources récupérées des précédents exercices serait égal au montant des dépenses non encore récupérées de l'exercice en cours (Cf graphique 6)

**Graphique 6** Total des ressources récupérées



a) Vitesse de retour des dépenses

Comme cela a été précisé avec le graphique 4, les formes des courbes qui représentent la vitesse de retour des dépenses publiques sous forme de ressources, sont variables.

Il est donc tout à fait probable que la situation de trésorerie sera tantôt excédentaire et tantôt déficitaire. La stabilité de trésorerie envisagée ci-dessus est donc quasi improbable.

NB Plus les montants ou taux d'imposition sont élevés et plus le retour de la monnaie dans les caisses de l'état est rapide, ce qui améliore la trésorerie. Inversement la baisse des impôts rallonge le retour de la monnaie et pénalise la trésorerie. Ce faisant elle laisse la monnaie en circulation dans le secteur privé ce qui aura une incidence sur le niveau d'activité tel que ce sera démontré plus loin avec la légende de la dame de Condé.

b) Montant du budget de l'État

Le second élément qui va générer une instabilité budgétaire, c'est la variation du montant des dépenses inscrites au budget. Quand bien même la vitesse de retour dans les caisses de l'état serait invariable, le simple fait d'augmenter le montant des dépenses, génère un

manque apparent en trésorerie du fait de l'étalement dans le temps du retour de la partie supplémentaire de dépenses.

Une augmentation des dépenses sera parfaitement justifiée si la population augmente par exemple. Elle le sera aussi s'il est utile de relancer l'activité économique ou de profiter des éléments de progrès.

Mais l'augmentation des dépenses accentuera le trou de trésorerie constatée par la Comptabilité publique. C'est pourquoi les gouvernements ne cessent de lutter contre ces augmentations (critères de Maastricht).

Pourtant l'augmentation des dépenses génèrent aussi plus de ressources pour l'avenir. C'est ce que n'ont pas compris les gouvernants, et à leurs décharges, la très grande majorité des économistes aussi, qui veulent à la fois voir le PIB croître et pratiquent des politiques d'austérité qui vont le freiner. Ils compensent alors par l'inflation dont les effets secondaires sont mortifères.

#### IV - 3 rapport entre le budget de l'État et l'activité économique

Pour l'expliquer rien de mieux que « l'Histoire de la Dame de Condé » bien connue des économistes

L'histoire de la dame de Condé *(source formations bio ste Marthe)*

« L'hôtel de la gare de Condé est réputé pour sa situation au centre de la ville !

*Un vendredi, une femme réserve la dernière chambre disponible avec un billet de 100 €. Puis elle s'en va visiter la ville.*

*Le pâtissier qui assiste à la scène dit au patron de l'hôtel : "Cela fait six semaines que tu me dois 100 € pour la pièce montée de la communion de ta fille." Le patron de l'hôtel lui donne le billet. Comme cette scène a été vue par d'autres, elle se reproduit 5 fois car le pâtissier doit 100 € au minotier qui en doit tout autant au garagiste... lui-même débiteur de cette somme au boucher... qui doit 100 € au représentant de la maison Elida... lequel a une dette de 100 € envers l'hôtel de la gare. Il redonne donc le billet au patron de l'hôtel.*

*Notre dame revient de sa promenade. Elle annonce qu'elle annule sa réservation, ce qui arrange bien l'hôtelier dont un de ses bons clients a besoin d'une chambre alors que l'hôtel est complet. L'hôtelier lui rend donc son billet, qu'elle déchire aussitôt. "Il était faux" dit-elle en souriant. »*

***Comment un faux billet, finalement détruit, peut-il annuler 600 € de dettes ?***

*Parce qu'un billet est de la monnaie fiduciaire (du latin fiducia : confiance). C'est une "valeur de confiance" entre les membres d'une communauté. Un faux billet perd sa valeur seulement au moment où il se révèle être faux. Celui qui le détient en dernier assume sa perte. Et dans cette histoire, personne n'a de perte, car la dame savait que c'était un faux.*

La première conclusion officielle de cette histoire est que l'existence de l'argent est basée sur la confiance. La monnaie, billet, pièce, écriture sur un compte ou toute autre forme n'existe comme monnaie que si celui qui doit la recevoir l'accepte ; donc il lui accorde sa confiance.

La seconde est qu'elle doit circuler le plus possible. En effet c'est un des « miracles de la monnaie ». Le billet de 100 € qui a circulé entre les mains des différents protagonistes a annulé 600€ de dette dit-on dans l'histoire.

On peut aussi dire que ce billet de 100€ a produit 600€ de chiffre d'affaires. Et s'il avait continué à circuler plutôt que d'être détruit il aurait permis de générer beaucoup plus encore.

La monnaie sert donc de véhicule à l'activité économique. Elle permet de **faire apparaître** la valeur des produits et services échangés.

Toute unité de monnaie permet donc la réalisation d'un chiffre d'affaire égal à sa valeur nominale **à chaque échange**. Plus il y a d'échanges plus il y aura de chiffre d'affaires.

C'est une évidence sur laquelle on ne réfléchit pas toujours suffisamment !

### Démonstration N° 3

Puisqu'à chaque échange dans notre société française actuelle il est opéré un prélèvement fiscal, le solde qui reste en circulation est réduit. Puisque chaque unité de monnaie restant en circulation produit l'équivalent en chiffre d'affaires, la réduction du nombre d'unités de monnaie réduit donc le chiffre d'affaires des échanges suivants.

Exemple : les 100 pièces de 1 euros de notre exemple correspondent à 100 unités de monnaie de 1€  
Étant utilisées pour l'achat d'un bien ou service de 100€ le chiffre d'affaires est de 100€.

Après prélèvement d'une TVA de 5€ dans notre exemple, il restera 95€ en circulation. L'utilisation de ces 95 € en deuxième échange donnera un chiffre d'affaires de 95 €. Puis une nouvelle ponction fiscale de 7€ (Taxe ou impôt) réduira la monnaie en circulation à 88€ qui à leur tour généreront un chiffre d'affaires de 88€.

Les chiffres d'affaires successifs constatés dans cet exemple sont :

100€ + 95€ + 88€ et ainsi de suite jusqu'à ce que la monnaie en circulation ait disparu et soit retournée dans les caisses de l'état.

C'est exactement le même processus que dans l'histoire de la dame de Condé où 100 € génère un chiffre d'affaires plusieurs fois supérieur au montant de la monnaie en circulation ; mais cette fois il y a une pression fiscale qui réduit le phénomène jusqu'à épuisement. Ce n'est plus infini ; il y a une fin.

Cet exemple appelle plusieurs conclusions.

- a) La fiscalité « use » le phénomène de création de chiffre d'affaires de la monnaie.
- b) Plus la pression fiscale sera forte, plus la durée de circulation sera réduite et plus le chiffre d'affaires réalisé sur la même durée sera faible.
- c) Si l'État ne réinjectait pas la monnaie qu'il absorbe par sa fiscalité, cela stopperait l'activité économique.

Le niveau de l'activité va donc être très affecté par le niveau de pression fiscale et la politique de réinjection de la monnaie dans le circuit économique (Budget)

Tout cela nous le savions.

- d) Ce qui est remarquable c'est que dans tous les cas le montant des ressources perçues par le fisc pour 100 € de dépenses est toujours le même, c'est-à-dire 100 € (ce qui a été démontré auparavant) alors que le chiffre d'affaires qui en découle sera différent car fonction de plusieurs critères, et entre autres :

-le niveau de la pression fiscale : si l'état augmente ou baisse ses taxes et impôts, il raccourcit ou allonge le parcours de retour de la monnaie,

-selon le parcours que suivront ces 100€ ; utilisés plus pour des achats (taxes) ou des rémunérations (impôts) et des niveaux de taxes (TVA selon les produits et services) et impôts (revenu de celui qui reçoit la monnaie).

Le nombre de chiffres d'affaires possibles résultant d'une dépense publique de 100 € est donc infini, alors que le montant de ressources est unique ; 100 €.

Cela implique qu'il est impossible d'établir un lien mathématique (une fonction) entre le PIB et le montant des ressources pour un exercice donné puisque le PIB n'en est pas la source, ce que croit pourtant nombre d'éminents économistes et gouvernants.

C'est la nature qualitative des échanges et des bénéficiaires qui détermine le PIB.

Une augmentation du PIB n'entraîne donc pas systématiquement une augmentation des ressources pour l'état et inversement.

La croissance n'est donc pas un gage d'accroissement des ressources, d'autant que seule l'augmentation des dépenses peut accroître les ressources du budget (enrichir) de l'état sur le long terme.

- e) La durée de retour des dépenses sous forme de ressources fiscales peut -être mesurée en années ou exercices ou en nombre d'échanges réalisés avec une même somme. C'est une notion qu'on connaît tous sous l'intitulé rotation de la monnaie.

Deux sommes de 100 € chacune n'auront pas le même parcours et n'auront pas la même vitesse de retour selon le comportement des individus et entreprises en tant que consommateur (TVA à plusieurs niveaux) ou contribuable (taux d'imposition) ou autres paramètres. L'État peut agir en durcissant ou allégeant la pression fiscale mais il ne peut pas contrôler le parcours de la monnaie.

Une donnée que les statisticiens et économistes essaient de maîtriser c'est la vitesse de rotation de la monnaie. Cette vitesse l'Insee la mesure en nombre d'échange par unité de

monnaie ; c'est-à-dire combien de fois en moyenne est utilisé 1 € sur une période donnée (une année civile).

Pour la calculer on divise le chiffre d'affaires global de l'année par le nombre d'euros en circulation (la masse monétaire)

Sans tenir compte des critiques qu'on pourrait opposer à cet indicateur et sa pertinence, cette notion est à la source d'une grande erreur (ou escroquerie).

Le mode de calcul le confirme ce qu'on appelle vitesse est ici un nombre d'échanges/an et non pas la vitesse des échanges. Pourtant la Théorie Quantitative de la Monnaie, qui est une des lois fondamentales du système en vigueur, s'appuie sur une formule mathématique (Irving Fisher) qui contient la vitesse de rotation comme élément de l'équation. Les promoteurs de cette théorie disent que d'une année à l'autre les individus et entreprises se comportent toujours de la même façon donc que la vitesse de rotation de la monnaie est invariable ; et ils en déduisent que si on injecte beaucoup de monnaie nouvelle cela créera aussitôt une inflation importante.

Dire que la vitesse de rotation de la monnaie est stable est une aberration.

Nous venons de voir :

. Que les ressources de l'état sur une longue période, ne dépendent pas du PIB mais de son niveau de dépenses.

. Que le PIB n'a pas d'incidence sur les ressources puisqu'il dépend du niveau des dépenses publiques lui aussi et du parcours qualitatif de la monnaie.

. Que l'état peut agir sur ce parcours et donc sur le PIB en modifiant sa pression fiscale tant sur le plan quantitatif (taux) que qualitatif (selon les secteurs d'activité ou populations) ; Il ne contrôle pas le parcours

. Que la croissance (du PIB) n'enrichit pas l'État. Mais les détenteurs du capital OUI.

Conclusion : ce n'est pas en misant sur la croissance que l'état pourra améliorer ses ressources donc satisfaire les besoins de la nation.

D'abord parce que les besoins de la nation peuvent être satisfaits par des dépenses qui n'ont aucun besoin de ressources puisqu'elles seront générées en retour à l'équilibre (effet boomerang)

Ensuite parce que nous venons de constater que le PIB est neutre par rapport aux ressources.

Toute la confusion du discours officiel vient du découpage de la comptabilité publique en exercices annuels qui ne sont que des photos instantanées d'un mouvement dynamique perpétuel de circulation de la monnaie. En figeant cette dynamique sur un temps très court d'un an avec un outil inadapté elle déforme la réalité. Ce n'est pas un budget qui apparaît mais un plan fixe d'un mille-feuille de budgets superposés.

Les variations de vitesse de rotation de la monnaie qui s'autorégulent et s'annulent sur le long terme apparaissent grossies sur un temps aussi court.

Le temps est donc une variable déformante du circuit de la monnaie ; il est à l'origine des problèmes de trésorerie que les gouvernements et analystes prennent pour des déficits de budget.

Cela étant dit on comprend mieux pourquoi les pilotes du système ne parviennent pas à le diriger comme ils prétendent vouloir le faire. Faute d'utiliser les bons outils et les bonnes règles leur échec est compréhensible.

Que faire pour en sortir et comment éviter la crise annoncée ? Nous avons déjà dans ce qui a été dit des pistes qui se dessinent.

Avant de vous livrer les réponses il faut encore apporter quelques informations utiles et tuer quelques vieilles légendes afin d'éviter les critiques malveillantes.

## **V - PRÉCISIONS UTILES**

### **V - 1 Il existe d'autres façons de réaliser des échanges : sans circulation de la monnaie par exemple.**

Certains économistes actuels proposent de n'utiliser la monnaie qu'une seule fois ; une sorte de retour au troc mais avec un différé. La production serait payée dès l'origine au producteur (entrepreneur ou travailleur) selon des unités à déterminer (temps de travail le plus souvent). Ce qu'il reçoit correspond à un droit - une sorte de bon d'achat - qu'il peut utiliser pour obtenir ce qu'il veut. Lui-même doit remettre à tout individu qui lui présente des bons d'achat couvrant le prix, les biens qu'il a produit. Puisque sa production lui a déjà été payée il ne peut pas conserver les bons d'achats qu'il reçoit de ses clients. Il doit les détruire. Ils ne peuvent donc pas être capitalisés. Je n'entre pas dans les détails et modalités qui peuvent ne pas être simples mais il était utile de montrer que la monnaie, telle que nous la connaissons n'est pas le seul moyen d'échanger.

Dans ce système la tenue comptable est déterminante, plus élaborée qu'avec notre monnaie moderne et n'est pas sensible aux effets indésirables que nous avons relevés comme ceux liés à la circulation de la monnaie.

## V - 2 La dette publique

Les dirigeants, certains économistes et journalistes spécialisés nous expliquent que ce sont les déficits budgétaires qui année après année s'accumulent et alimentent la dette publique.

Puisque nous savons maintenant qu'il n'y a pas de déficits budgétaires s'accumulant avec le temps mais seulement un découvert bancaire glissant (sorte de report à nouveau chronique) résultant du différenciel de retour des dépenses publiques sous forme de ressources fiscales, d'où vient alors la dette publique qui est-elle bien réelle ?

La réponse est simple et évidente, et se partage en deux raisons :

1) La première cause est que pour qu'il y ait un excédent ou un déficit au niveau du budget il faut que de la monnaie sorte du circuit fiscalisé ou à l'inverse entre dans le circuit en venant de l'extérieur.

Il y a 2 cas où cela peut se produire.

- les importations (la monnaie sort) et les exportations (la monnaie entre). Selon que le solde de la balance est positif ou négatif il apparaîtra un excédent ou un déficit

- la spéculation financière qui peut faire disparaître de l'argent au gré des variations des cours est un 3<sup>ème</sup> motif, très difficile à comptabiliser.

2) La seconde et principale cause tient à la façon de financer le manque ponctuel, provisoire et chronique de trésorerie dont nous avons parlé.

Pour engager des dépenses il faut bien que l'argent soit versé au fournisseur ou employé, mais comme les ressources sont postérieures on est bien obligé de vivre « à crédit » le temps que l'argent revienne dans les caisses de l'état. Soit ce sont les bénéficiaires qui accordent ce crédit en détenant une créance, soit il doit trouver un autre moyen.

La solution imposée par le système est d'emprunter auprès des banques privées ou autres bailleurs de fonds accrédités.

Le bailleur de fonds prête à l'état et lorsque l'état récupère postérieurement le même montant sous forme de ressources fiscales, il peut alors le rembourser.

Il n'y a aucune crainte puisque le montant récupéré en recettes est strictement égal à celui dépensé et donc emprunté. Ce n'est qu'une question de temps.

Le problème est que les prêteurs ne travaillent pas pour rien et réclament à l'état des intérêts bancaires.

L'état récupère juste le montant des dépenses ; ni moins ; **ni plus** ! Il ne peut donc pas payer ces intérêts. Comme il les doit il va emprunter pour les payer.

Comme il ne réalisera structurellement jamais d'excédent, il ne pourra donc jamais acquitter les intérêts des emprunts qu'il devra faire pour engager ses dépenses et il ne pourra jamais rembourser non plus les emprunts qu'il contractera pour payer les intérêts.

La dette est là et va grossir année après année de façon exponentielle sans aucune solution pour l'arrêter. Tous les gouvernements espèrent que la croissance va leur apporter les excédents budgétaires qui leur manquent, mais nous venons de voir

que la croissance ne génère pas de ressources. Donc en l'état c'est insoluble sauf à maintenir une balance commerciale suffisamment positive pour couvrir les intérêts.

#### **Démonstration 4**

Le recours aux emprunts onéreux auprès des banques est la source principale de la dette. Il fut un temps où la banque de France faisait des avances gratuites à l'État et la dette publique résultant des autres causes restait très faible.

Alors que cette possibilité existe toujours d'un point de vue technique au sein de la banque de France, l'État s'est abstenu depuis 1973 d'y recourir donnant ainsi le top départ à l'envolée de la dette. Depuis 1994 la Banque de France est indépendante et n'est plus aux ordres de l'État. Elle doit par contre respecter la position de la BCE ce qui rend improbable pour le moment qu'elle accepte de faire des avances gratuites.

Une des solutions pour stopper l'augmentation de la dette publique consiste à restaurer cette pratique antérieure des avances gratuites comme avant 1973.

Pour réduire voire résorber la dette il est parfois demandé de l'effacer purement et simplement. Cette solution pose un problème dès lors qu'actuellement seules les banques privées et autres bailleurs de fonds prêtent à l'État mais pas les banques centrales en Europe. Les banques centrales détiennent toutefois une partie de la dette publique qu'elles ont obtenue en la rachetant auprès des banques privées. C'est donc la seule dette auprès de la banque centrale qui peut être effacée, sinon les bailleurs seraient lésés.

Par contre leur confiance en l'État pourrait être altérée ce qui serait préjudiciable pour l'avenir, même s'ils ne sont pas directement concernés par l'effacement de la seule dette auprès des banques centrales ; surtout si cette opération conduisait les agences de notations à baisser la note de L'État français.

Une solution, moins directe mais efficace consiste à obtenir des prêts à taux négatifs. Les banques privées pouvant se refinancer auprès des banques centrales il suffit que ces dernières leur accordent des prêts à taux négatifs encore plus bas afin de préserver leur marge.

La banque privée prête à -2% et se refinance auprès de la banque centrale à -3%

Ce sont alors les banques centrales qui font l'effort dans le cadre d'une décision politique.

C'est ce qu'à déjà fait la Banque Centrale Européenne (BCE) en quelques occasions.

Malheureusement l'État n'a pas le pouvoir de l'imposer et c'est donc sur le plan politique que les accords de la BCE et de la Banque de France (BdF) peuvent être obtenus.

Pour ceux qui douteraient de l'affirmation concernant l'alimentation de la dette publique une annexe technique en fin de document développe des simulations qui en prouvent la justesse.

### V - 3 La création monétaire

Emprunter n'est pas la seule solution. Il y a aussi la création monétaire.

Là encore ce sujet qui alimente les débats depuis longtemps est largement dévoyé et mérite d'être démystifié. De fausses affirmations sont montrées comme des lois alors que ce ne sont que des options nées de l'imagination humaine. Il est temps de leur tordre le cou.

N.B. Pour que le lecteur ne se lasse pas de toutes ces précisions je rappelle que ce sont toutes ces erreurs et mensonges qui font que le système mondial, au lieu d'être favorable aux peuples, le martyrise pour le bien-être d'une poignée de privilégiés. La solution qui termine cet exposé n'est compréhensible et ne pourra être mise en œuvre que si tout ce qui est révélé ici est connu de tous.

#### a) *Création monétaire et inflation*

La création ex-nihilo, c'est-à-dire à partir de rien, n'est pas une pratique appréciée de nos jours car elle fait peur. Pourtant si l'État pouvait créer la monnaie qui lui manque à chaque fois qu'il en a besoin il n'aurait pas à supporter d'intérêts d'emprunt et pourrait même combler les soldes négatifs de la balance commerciale.

La dette est donc purement un artefact !

Ce sont les gouvernants eux-mêmes qui se l'interdisent sous la pression du secteur bancaire qui veut en garder le monopole.

Une rumeur très ancienne mais fausse a été utilisée par les promoteurs du modèle actuel pour en faire un tabou. Cette rumeur,

née au début du 16<sup>è</sup> siècle, prétend que toute création de monnaie nouvelle déclenche une réaction inflationniste, d'autant plus importante que le montant de monnaie créée sera important.

Milton FRIEDMAN, prix Nobel 1976 l'a consacré par cette phrase : « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire en ce sens qu'elle est et qu'elle ne peut être générée que par une augmentation de la quantité de monnaie plus rapide que celle de la production ».

Quelques faits historiques sont parfois cités en appui de cette légende, comme l'hyper-inflation européenne du 16<sup>è</sup> siècle ou celle de l'Allemagne en 1923 qui a traumatisé nos voisins. Les historiens ont depuis démenti la relation de cause à effet mais la légende subsiste dans la pensée dominante.

Depuis 2015 les ténors de l'économie reconnaissent que cette rumeur est fausse car elle ne correspond pas aux observations qu'ils font du comportement de l'économie depuis le début des années 2000.

#### b) *Comment est créée la monnaie*

Une mode est née depuis quelques décennies qui consiste à définir la monnaie comme étant une dette. La "monnaie dette."

Cela vient de la conjonction de 2 faits récents de l'homme

- l'attribution du monopole de création monétaire aux banques
- l'utilisation quasi généralisée de la comptabilité en partie double

Les banques et bailleurs de fonds pour suivre et analyser leur activité utilisent une forme de comptabilité dite en partie double qui impose que tout événement (achat, vente, rémunération, etc.) soit

enregistré deux fois. Une fois au débit et une fois au crédit pour que tout soit toujours équilibré.

Pour une vente de 1200 €, par exemple le vendeur indiquera au débit d'un compte "ventes" le prix hors taxes du bien ou service vendu, soit 1000€. Il portera au débit encore d'un compte de TVA le montant de cette dernière ; en l'occurrence 200€. Et pour équilibrer la partie double il inscrira, au crédit cette fois, d'un compte « banque » le montant de la somme encaissée c'est-à-dire les 1200 versés.

Ventes		TVA		Banque	
Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	crédit
1000,00		200,00			1200,00

L'important est que les débits et crédits soient toujours équilibrés 1200€ dans cet exemple

Tous ceux qui parlent de création monétaire vous expliquent que ce sont les banques qui créent la monnaie.

Elles créent de la monnaie en accordant des prêts avec de l'argent qu'elles n'ont pas.

Pour cela elles inscrivent le montant du prêt au crédit d'un compte de dépôt que l'emprunteur a dans cette banque. L'emprunteur voit donc son compte crédité et il peut alors utiliser cet argent.

Mais il a alors une dette vis-à-vis de la banque. Celle-ci enregistre la dette de son client envers elle en l'inscrivant au débit du "compte de prêt" qu'elle a ouvert dans sa comptabilité au nom de son client. Ce compte constate la dette du client envers elle. L'argent que le client utilise est donc la contrepartie de la dette qu'il a contractée envers la banque. C'est ce qui fait dire que la monnaie est de la dette ; et aussi que c'est le crédit

accordé au client qui a créé le dépôt qu'il possède sur son compte de dépôt.

Mais tout ceci n'est qu'une convention ; non un fait ! Il serait tout aussi facile à l'état d'imprimer des billets, de fabriquer des pièces de monnaie ou de demander au Trésor Public de créditer son compte de la somme qu'il désire.

Et puis comment faisait-on avant que les banques soient investies de cette mission. Car c'est bien ainsi que cela a commencé, quand les états ont confié la mission de créer la monnaie aux banques (Banque de France en 1800 par Napoléon I<sup>er</sup>).

Ce sont elles qui, utilisant la comptabilité en partie double, ont imposé cette façon de procéder et ont instauré la monnaie-dette, même si le terme est intervenu bien après.

Si l'on dit que les banques créent la monnaie c'est parce que les états en ont décidé ainsi et non pas parce cela est la seule façon de faire ; ce que beaucoup d'économistes prétendent malgré tout.

c) Monnaie et circuit monétaire

Nous avons vu l'impact de l'État dans la circulation de la monnaie. Si l'état créait de la monnaie nouvelle, il l'injecterait dans le circuit et cette monnaie circulerait tant que l'état la fera tourner. Elle vient grossir le flux de monnaie en circulation et ne disparaît pas ; elle est pérenne.

En est-il de même lorsqu'une banque crée de la monnaie ? La réponse est NON !

## Démonstration 5

Imaginons une banque accordant un prêt de 100 € à notre cobaye.

Nous marquons toutes ces pièces pour les suivre comme dans les premiers exemples.

A dates fixes l'emprunteur doit verser une partie à la banque en remboursement de sa dette. Une fois versée la banque détruit la monnaie correspondant au prêt.

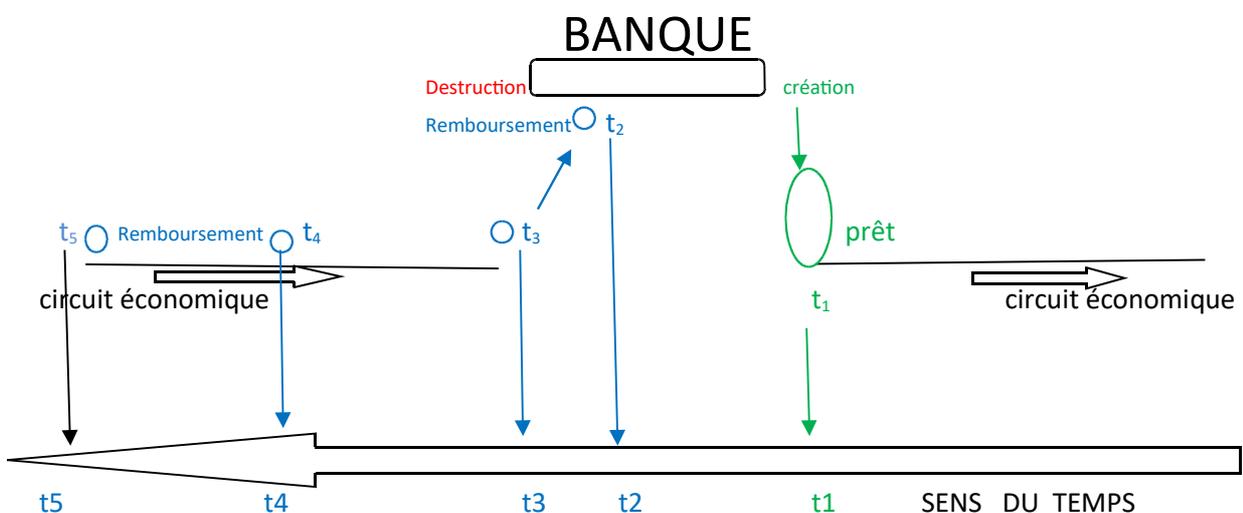
1<sup>er</sup> Constat : La monnaie créée par les banques est **éphémère** quand la monnaie recyclée par l'état est pérenne.

Il est quasi impossible que la monnaie utilisée pour le remboursement fasse partie des 100 pièces marquées du prêt.

Le remboursement est donc réalisé avec des pièces déjà dans le circuit. La banque détruit donc de la monnaie qui n'est pas celle qu'elle a prêtée mais une autre monnaie qui était déjà dans le circuit.

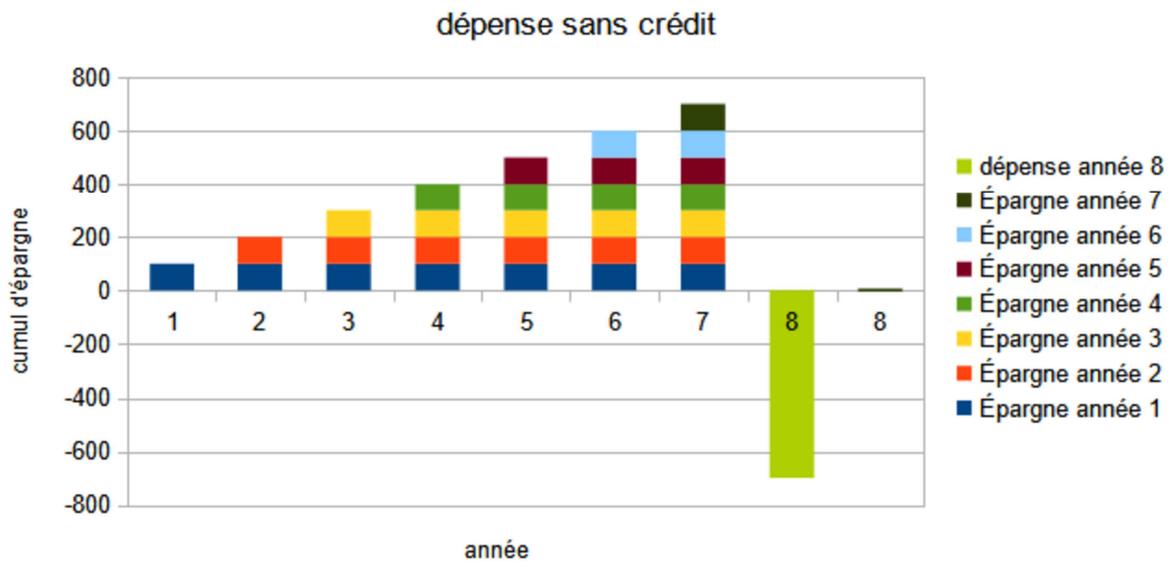
2<sup>ème</sup> constat : La banque ne crée pas réellement de la monnaie ; elle substitue de la monnaie en circulation par de la monnaie de remplacement. Un clone de monnaie précaire.

La banque inverse le temps



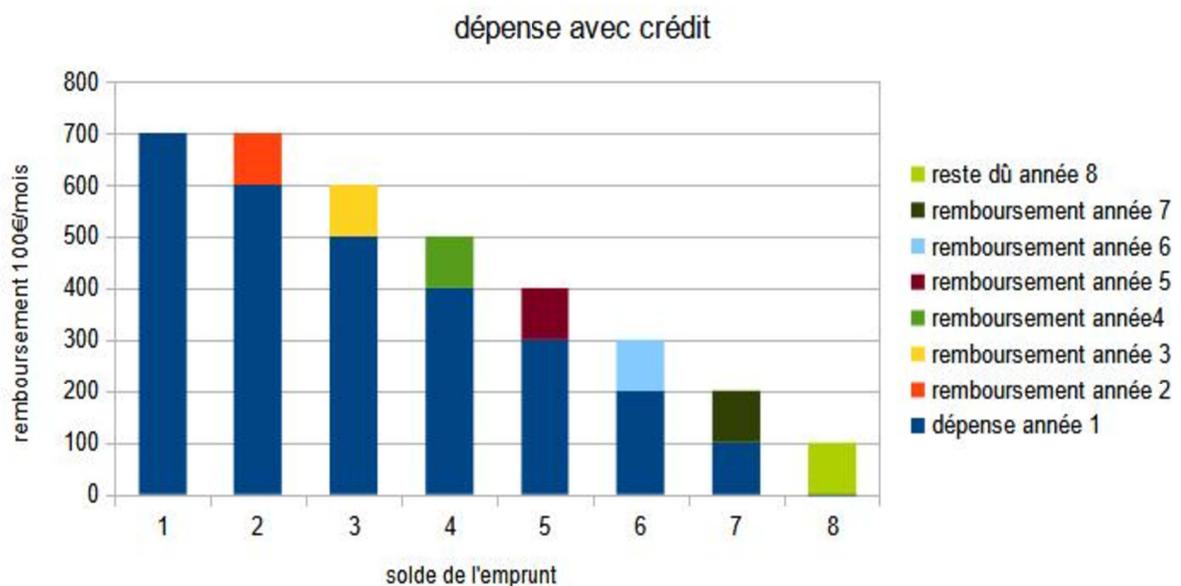
Graphique 7 b

## DÉPENSE SANS CRÉDIT



Graphique 7 c

## DÉPENSE AVEC CRÉDIT



Sans l'action de la banque la chronologie ordinaire serait 1 phase d'épargne le temps de constituer la somme nécessaire puis la

dépense. C'est ce que montrent les graphiques 7b et 7c qui comparent la situation d'une même dépense avec et sans crédit.

Au final la situation est la même que s'il n'y avait eu aucun crédit et la quantité de monnaie en circulation est redevenue au temps  $t_7$  ce qu'elle était avant le début de la dépense.

Dans l'opération avec épargne la monnaie mise de côté ne circule plus et la masse monétaire en circulation diminue progressivement pour revenir à la normale avec la dépense.

Au contraire avec le crédit les 2 versions d'une même somme (originale et clone) existent simultanément ce qui occasionne un gonflement brutal de la masse monétaire au moment du prêt. Ensuite la masse monétaire se dégonfle progressivement jusqu'à la fin du remboursement.

Il y a bien eu création de monnaie pendant un temps court mais pas d'augmentation durable de la masse monétaire.

3<sup>ème</sup> constat : La masse monétaire en circulation n'est pas fixe ; elle bat au gré des épargnes, prêts et remboursements tel un pouls.

Mais il manque un élément dans le graphique avec crédit. Il s'agit des intérêts échus. Ils ne seront pas détruits comme le montant du prêt. Ils sont utilisés par la banque et donc restent dans le circuit économique.

Mais d'où vient la monnaie qui permet de rembourser le crédit accordé (montant prêté + intérêts).

La réponse est évidemment « de la monnaie qui circule ».

Mais si la monnaie est créée par les crédits, la monnaie qui circule aurait également été créée par d'autres crédits ; donc à titre

provisoire. C'est la monnaie créée par les banques qui serviraient à rembourser les crédits plus les intérêts des autres banques.

Toute la circulation monétaire dépendrait donc de la création permanente de monnaie provisoire par les banques à l'aune des besoins exprimés par les clients. Mais tous les clients ne vivent pas à crédit et il est dangereux que l'existence de la monnaie qu'ils utilisent pour produire et consommer soit à la merci des seuls emprunteurs. C'est ce que confirment la banque de France lorsqu'elle explique « La monnaie est pour la plus grande part créée sur une initiative des agents économiques, lorsqu'ils recourent à l'emprunt pour financer leurs activités »

Pour la plus grande part dit-elle, car il reste toujours dans le circuit de la monnaie pérenne qui a été créée par l'État avec le système des avances.

La masse monétaire constituée essentiellement de monnaie « précaire » représente un réel danger. Pour payer les nouveaux intérêts dus aux banques, celles-ci sont contraintes de créer toujours plus de monnaie. Cette tendance inflationniste du type bulle financière est malsaine.

Dans ce système l'État ne sert que de pompe pour recycler de la monnaie éphémère et onéreuse.

Si on revient à la dette souveraine on se souvient qu'elle est le résultat de l'impossibilité pour l'état d'acquitter les intérêts de ses emprunts. Il est évident que les banques et bailleurs ne vont pas l'accepter. Ils vont prélever leurs intérêts et considérer que le montant en principal n'a pas été complètement remboursé. La dette publique est donc bien une dette réelle mais son montant est égal à la somme des intérêts prélevés par les prêteurs.

Conclusion : La création monétaire par les banques n'est pas une création naturelle. C'est une création décidée par les politiques sous la pression des banquiers qui se sont attribués ce privilège.

La monnaie créée ainsi n'est pas pérenne et sa volatilité la rend extrêmement dangereuse pour l'économie. Elle n'est pas créée en fonction des besoins de la population (politique) mais uniquement pour servir le capital et la recherche de profits (capitalisme).

Il est parfaitement possible d'utiliser d'autres moyens pour rendre la masse monétaire plus stable, comme la création directe par le Trésor Public à la demande de l'État.

#### **V - 4 La Finance et la politique monétaire**

Nous avons vu avec l'histoire de la dame de Condé qu'une unité de monnaie génère une quantité de richesse beaucoup plus importante. La monnaie constitue le catalyseur de l'économie.

Les activités de productions et la consommation vont dépendre de la manière dont l'économie est alimentée en monnaie. Mais aussi de la manière dont elle circule ; fluidité, vitesse et stabilité.

Dit très simplement, le rôle de la politique monétaire est de veiller à ce que l'économie dispose de suffisamment de monnaie pour alimenter l'économie, sachant que la fiscalité va en assurer la circulation et éventuellement en réguler le flux. C'est un problème purement quantitatif.

Nous avons montré dans les premiers chapitres que la quantité de monnaie en circulation dépend du montant des dépenses du budget. Plus il y aura de dépenses plus la quantité de monnaie en circulation sera importante.

La problématique est donc de savoir comment financer ces dépenses et là c'est strictement politique.

La France comme un grand nombre de pays a choisi de financer l'économie française par des emprunts auprès de banques privées et autres bailleurs de fonds.

C'est un choix politique même si certains dirigeants s'en défendent arguant que notre pays serait contraint par des règles internationales. Ces règles, les dirigeants français les ont acceptées (même contre l'avis du peuple en 2005)

Résultat, l'économie française est presque totalement financée par de la monnaie précaire, instable, volatile, onéreuse et inflationniste (dixit la Banque de France).

Ce choix de recourir à une monnaie onéreuse et inflationniste a conduit à l'émergence de la dette et à sa croissance exponentielle.

Le prélèvement opéré par les banques et bailleurs de fond constitue une dépense de l'État en direction des plus riches et non de la majorité de la population, ce qui réduit d'autant les possibilités d'action de l'État.

Le plus grave dans ce choix est, qu'ayant pour interlocuteurs banquiers et bailleurs de fonds, la politique monétaire est totalement axée vers les pratiques de la sphère financière, lui sacrifiant les intérêts de la population qui passent largement au second plan.

L'aspect qualitatif est totalement absent de la politique monétaire, et plus encore l'objectif social de l'économie.

La politique monétaire actuelle de la France se résume à discuter des conditions d'emprunts de l'État avec en Leitmotiv la lutte contre la dette publique. D'où les politiques de rigueur et austérité qui nous ont été infligées depuis des décennies.

Avec ce que nous venons de voir, nous savons maintenant que c'est un objectif impossible tant que nous nous fournirons en monnaie auprès des banques et bailleurs privés à titre onéreux.

Quant à la politique économique de l'État elle se résume aujourd'hui exclusivement à produire pour produire, à la recherche d'un PIB toujours croissant, persuadés que sont nos dirigeants que la croissance du PIB améliore les recettes de l'État. Le contraire a été prouvé dans cet exposé ; les ressources sont indépendantes du niveau de PIB et le PIB n'est pas un indicateur pertinent.

Nos dirigeants pensent également que c'est par la politique monétaire que les difficultés de notre société peuvent être résolues. Ils en ont oublié la finalité de l'économie au bénéfice de la population. C'est par la qualité de la gestion budgétaire qu'on peut satisfaire les besoins de nos concitoyens, et engager les chantiers gigantesques nécessaires en matière de services publics et environnement.

Nous savons maintenant suffisamment de choses pour élaborer la solution à la situation que nous vivons.

Ou plutôt les solutions ; à titre général d'abord ; puis ensuite au regard de la crise sanitaire que nous traversons avec le covid-19.

## **VI - SOLUTION**

### **VI - 1 La solution pour restaurer notre pays et le bien être des français**

La solution pour sortir de l'ornière dans laquelle nous ont conduits les gouvernements de ces quarante-cinq dernières années tient en une

seule action. L'État doit retrouver sa souveraineté monétaire. Le risque d'hyperinflation abusivement brandi comme un tabou a convaincu les états de s'en défaire pour la confier aux banques. C'est une erreur qu'il faut réparer.

L'État doit pouvoir construire son budget en fonction des immenses besoins à satisfaire sur le plan social, sanitaire, éducatif et environnemental, sans se préoccuper à aucun moment des ressources, et pouvoir créer ex-nihilo la monnaie dont il peut manquer.

Le reste est affaire de gestion avec notamment la fiscalité pour outil de régulation du flux de monnaie.

La première objection qui sera faite est relative à l'Union Européenne et l'Euro.

L'euro peut voyager dans tous les pays de la zone euros ; il facilite donc les cas de fuite de monnaie évoqués comme sortant du territoire relevant de la fiscalité de l'État. Il n'est donc pas possible de réguler un circuit de la sorte dès lors que celui qui dépense et fiscalise n'est pas celui qui émet la monnaie.

C'est une difficulté que n'ont pas les autres états, comme la Grande Bretagne, qui ont conservé leur souveraineté monétaire.

Dans le cas de la France, tenue par ses engagements il y a plusieurs solutions.

- rompre les engagements pris en quittant la zone euro et instaurer une monnaie nationale en remplacement de l'euro,
- faire évoluer la zone euro en permettant à tous les pays de créer ex-nihilo des euros, monopole dévolu actuellement à la BCE,
- instaurer en complément et non plus en substitution de l'euro une monnaie nationale ayant cours en France pour les transactions du

marché intérieur. L'euro reste également utilisable comme aujourd'hui sur le marché intérieur et est le seul utilisable pour les échanges internationaux. L'État peut créer la monnaie nationale ce qui le repositionne dans la situation d'un État souverain sur sa monnaie.

## VI - 2 La solution pour la crise du Covid-19

La crise sanitaire du covid-19 a conduit l'État à imposer un confinement durant lequel l'activité économique a été très fortement réduite, certains secteurs d'activité complets ayant dû stopper leur exploitation.

La perte totale ou partielle n'a pas fait disparaître les charges d'exploitations, notamment les charges fixes ou variables non proportionnelles. Les effectifs salariés ont pour leur part été pris en charge dans de nombreux cas par le chômage partiel, ce qui a réduit une partie des charges des exploitants, mais ont souvent perdu une partie de leur rémunération, tout comme les travailleurs non-salariés, exploitants, et auto-entrepreneurs.

Nombreux aussi sont les salariés qui ont été purement et simplement licenciés.

D'autres travailleurs qui n'étaient pas déclarés ou étaient rémunérés à l'acte se sont retrouvés sans ressources.

Dans ces conditions les entreprises ne réalisant plus un chiffre d'affaires suffisant pour financer les charges maintenues ont subi des pertes d'exploitation importantes. Les plus fragiles n'ont pas pu continuer leur activité et ont fait faillite, lorsque cela n'a pas été pire.

## Quelle a été l'action de l'État pour répondre à cet événement ?

1. La première réaction positive a été de faire bénéficier la plus grande partie des salariés de mesures de chômage partiel pour soulager les entreprises
2. La deuxième a été d'annoncer une garantie à hauteur de 300 milliards pour l'économie. Le bémol est qu'il ne s'agit que d'une garantie, que les modalités ni les bénéficiaires ne sont connus et surtout qu'il n'est pas certain que l'état tienne parole. L'État nous a trop habitués à promettre sans tenir.
3. L'État a accordé des aides aux petites entreprises.

Les suivantes sont beaucoup moins positives

4. Les aides accordées ont été minimales (1500 € /mois pour une entreprise) donc très insuffisantes
5. L'État a décidé d'engager jusqu'à 450 milliards d'euros (en aides et garantie). Le financement sera donc réalisé sous forme d'emprunts auprès des bailleurs habituels et principalement les banques. Solution qui va aggraver la situation de la France en termes de dette publique et donc d'intérêts qui viendront grever les prochains budgets. Les grandes gagnantes seront bien sûr les banques et bailleurs qui vont prêter à La France.

Pire, si l'emprunt est réalisé dans le cadre d'une mutualisation européenne des dettes la France perdra un peu plus de son autonomie de décision sans pour autant faire avancer la fondation d'une véritable fusion européenne.

Si l'État s'engage effectivement dans l'ouverture du robinet de la monnaie et débloque des fonds importants à hauteur de 450 milliards voire beaucoup plus, ce serait une avancée majeure vers la libération de ce système libéral de la rigueur et des restrictions budgétaires ce qui aura

l'effet attendu de relance économique ; mais le danger est que ces fonds soient fléchés principalement vers l'offre au nom du ruissellement plutôt que vers la demande et prioritairement la demande de restauration écologique.

6. Sur le plan psychologique l'État s'est lancé dans une campagne d'épouvante en annonçant le risque d'effondrement de l'économie. Cette campagne entre sans doute dans le cadre d'une stratégie du choc destinée à préparer nos concitoyens aux sacrifices qui vont leur être demandés
7. **Le premier sacrifice a été d'obliger les travailleurs à retourner travailler pour alimenter le PIB au risque de leur santé voire leur vie. L'État a prouvé sans équivoque que l'économie était sa priorité avant la santé des individus. Nos gouvernants actuels ont confirmé leur choix de privilégier les nantis du capital et sacrifier le reste de la population.**

Cette position est d'autant plus inacceptable que l'économie pouvait faire une pause sans aucun dommage dès lors que si l'activité (l'offre) était suspendue, la consommation (la demande) l'était aussi.

Certains secteurs devaient être maintenus car essentiels - secteur de la santé, de la sécurité et des dépannages, secteur de l'alimentation (producteurs, intermédiaires et transporteurs) auxquels on peut ajouter les activités créées sur l'instant pour la fabrication de masques.

Et si certains pouvaient fonctionner encore grâce au télétravail, les autres n'étaient pas indispensables.

Ainsi imposer aux salariés de Renault de mettre leur vie en danger pour construire des voitures alors que les ventes ont cessé et que les parking et entrepôts sont remplis de véhicules qui ne partent plus est, non seulement irresponsable, mais criminel.

8. Le deuxième sacrifice qui nous sera demandé concerne la façon dont il faudra rembourser plus tard les milliards empruntés Bercy a déjà annoncé que les efforts seront importants pour chacun. On envisage bien entendu une hausse des impôts et taxes. On évoque déjà également une baisse des salaires. Provoquer une hyper inflation qui réduira le poids de la dette mais projettera une part importante de la population dans la misère et dégradera inévitablement le pouvoir d'achat de l'immense majorité.
9. L'Europe réfléchit à une mutualisation des dettes que les petits pays qui s'en sont mieux sortis refuseront. Elle propose également de lancer un plan d'épargne retraite pour financer en partie le coût de la crise. Pourtant rien ne garantit les souscripteurs que leur retraite ainsi constituée au terme sera à la hauteur de l'effort consenti.

Devant l'urgence et la possible gravité de la situation, le pouvoir en place s'est précipité dans ce qu'il fait le mieux - les promesses et les menaces.

Les promesses : ouvrir grand les robinets de la monnaie reniant tout ce qui avait été leur religion libérale...mais juste le temps de se préparer à la riposte.

Si ces promesses sont tenues il conviendra encore de voir comment elles seront appliquées comme je l'ai dit plus haut.

Les menaces : nous promettre l'apocalypse si nous ne nous sacrifions pas. C'est pourquoi, comme je le dis dans le titre « On veut vous faire peur ». L'économie pourrait aller mieux car les solutions existent !

Au final, si les milliards annoncés sont empruntés à titre onéreux alors OUI notre économie souffrira et risquera de s'effondrer.

Déjà le nombre de victimes parmi les petites entreprises et commerçants est inquiétant et si le ministre de l'économie poursuit sa politique les dégâts seront importants.

La solution est beaucoup plus simple que cela car l'économie n'est pas aussi malade que cela.

Si le confinement a mis en veille l'activité, les confinés ont aussi réduit leurs besoins et le pays n'a pas vraiment souffert d'un manque insoutenable de produits. La santé et l'alimentaire, et les secteurs associés, ont répondu de façon satisfaisante et nous pouvons les en remercier.

Pour les autres secteurs il y a 2 typologies. Ceux pour lesquels le produit ou service n'est que reporté comme l'achat d'un bien qui restera utile ensuite comme le remplacement d'un appareil ménager, les travaux d'intérieurs et beaucoup d'autres qui ne sont que différés.

Et il y a ceux pour qui les ventes non réalisées sont définitivement perdues ; les restaurateurs, coiffeurs, etc.

D'un autre côté certains secteurs ont vu leur chiffre d'affaires augmenter - les produits ménagers désinfectants et autres, l'e-commerce, etc.

Il faut donc comprendre qu'une partie de l'économie s'est transformée sur le plan qualitatif avec des habitudes de consommation qui ont changé ; de même du côté des secteurs marchands.

Enfin il faut considérer que la plupart des ménages n'a pas subi des pertes de revenus importantes et ont pu conserver la monnaie qu'ils n'ont pas dépensée. Le propre de la monnaie est d'être dépensée donc cet argent qui n'a pas été utilisé le sera dans les mois suivant la reprise normale de la vie.

Cette crise sanitaire aura permis une évolution que l'on espère positive de notre façon de vivre.

Il subsiste tout de même que nombreux seront ceux qui auront subi des pertes d'exploitations ou des baisses de revenus. Par ailleurs la suspension d'une partie de l'économie a ralenti la circulation de la monnaie et le redémarrage peut s'avérer long et difficile si on n'applique pas les bonnes solutions.

La solution est la suivante :

Afin d'éviter les dégâts annoncés et réparer ceux déjà subits si cela est possible, l'État doit se constituer pour l'occasion en ASSUREUR en dernier ressort des pertes d'exploitations de tous ceux qui en ont subi.

- . Première action : Déclarer l'état de catastrophe naturelle sur tout le territoire afin que les assureurs interviennent pour ceux de leurs clients qui avaient souscrit une telle assurance

- . Deuxième action : annoncer la prise en charge de toutes les pertes d'exploitation des entreprises et entrepreneurs victimes,

- . Décréter un moratoire bancaire pour obliger tous les établissements bancaires à honorer tous les paiements de facture

des acteurs de l'économie même non provisionnés. L'État paiera directement à l'établissement bancaire les indemnités pertes d'exploitation dues aux acteurs économiques non indemnisés par un assureur.

Avec ces mesures aucune entreprise ni travailleurs non-salariés ne devrait être mis en faillite.

. Obliger les entreprises qui ont eu recours à des licenciements à les réintégrer en payant leurs salaires à titre rétroactif. De même les entreprises devront compléter le chômage partiel au profit de leurs salariés. Ces débours seront inclus dans les pertes d'exploitation prises en charge par l'État. Les auto-entrepreneurs et assimilés pourront se verser leur revenu habituel en cette période et l'inscriront dans leurs pertes d'exploitation. Ainsi les salariés seront indemnisés.

Le coût sera très important mais l'État assumera seul les conséquences financières de la crise du covid-19. L'activité économique pourra reprendre sans séquelle majeure même si une nouvelle vague devait conduire à un nouveau confinement.

Pour financer ces sommes l'État émettra la quantité de monnaie correspondante, soit par recours aux avances gratuites de la Banque de France, soit en demandant l'annulation de la dette française détenue par la Banque centrale pour recréer une capacité d'emprunt non dommageable, et à défaut en créant une monnaie complémentaire nationale.

Il n'y a aucune conséquence négative à craindre. Le surplus de monnaie injectée participera à la restauration du pays, et à la

transition écologique, autrement plus coûteuses, et éradiquer le chômage de masse. Pour rappel, tout euro ou autre monnaie injectée générera un chiffre d'affaires ou augmentation de PIB plusieurs fois plus important. L'activité de l'économie d'un pays dépend principalement de la demande finale, celle des consommateurs finaux. La monnaie émise pour compenser les pertes d'exploitations produira beaucoup plus en richesses produites que ce que la crise a pu ou aurait pu détruire.

Enfin, sachant que la dette est le résultat d'une politique financière qui a largement profité aux banques sans aucune justification sociale et que la population en a été la victime, la justice et la morale voudraient qu'elle soit annulée, ou monétisée.

Rien n'est impossible et l'économie n'est pas si malade ; il suffit qu'on gère intelligemment la situation.

Puisqu'il n'y a pas à avoir peur d'un effondrement économique, le retour précipité des travailleurs à leur poste de travail n'est plus nécessaire. Il n'est pas non plus urgent de déconfiner pour offrir une clientèle aux produits et services.

Dès lors il est possible d'accentuer le confinement pour en réduire la durée tout en éradiquant le virus.

Il y a dans la politique conduite un paradoxe préjudiciable.

Croyant que le confinement est dommageable à l'économie, les gouvernants s'obstinent à l'alléger au maximum ; il en résulte que le virus peut ainsi continuer à se propager et donc à exister. Résultat cela prolonge d'autant les consignes de précautions sanitaires qui empêchent l'activité de retrouver un rythme et une intensité correcte. A vouloir relancer l'économie ils ne font que la ralentir.

La gestion de la crise du covid-19 apparaît donc calamiteuse, tant sur le plan sanitaire qu'économique puisqu'elle a poussé des travailleurs à prendre des risques inutiles mettant ensuite en danger leurs proches et d'autres familles.

Plus on avance dans cette crise plus les solutions préconisées ci-avant s'avèrent exactes. Le confinement a prouvé son efficacité mais plus on approche de la disparition du virus plus nos gouvernants semblent prendre un malin plaisir à lui redonner de la force en lui offrant toujours plus d'espace et d'occasion de se propager.

Au nom d'une « liberté individuelle » constitutionnelle on autorise toutes les imprudences au risque de nuire à la liberté individuelle de ceux qui en périront ou conserveront des séquelles visibles ou non,

Les arguments économiques et sanitaires ont été avancés, constatant que le confinement durable entraîne des dommages psychologiques et sociaux, mais c'est justement cette stratégie d'« accompagnement » du virus plutôt que d'éradication qui fait durer ce malaise. Deux mois de confinement serré et d'obligation générale de port du masque aurait suffi à faire disparaître la menace. On peut en dire autant des stratégies de déconfinement et de traitement des clusters qui pistent le virus mais ne lui ferment aucune porte vers l'extérieur. Le corps médical lui-même montre des positions surprenantes. Jamais il n'est question d'éradication du virus mais seulement de contrôle pour que l'épidémie perdure dans les limites des moyens existant dans les hôpitaux.

Toute cette gestion conduit à faire durer le problème plutôt que le résoudre.

Par voie de conséquence cela fait durer également les difficultés psychologiques sociales et économiques, difficultés qui auraient disparu si le virus avait été correctement combattu.

La phobie économique instrumentalisée par le gouvernement l'a conduit à ouvrir les robinets de la monnaie ; plus de 500 milliards selon les dires du Président le 14 juillet 2020,

Autant ce serait une bonne nouvelle si l'État disposait de la souveraineté monétaire, autant dans le contexte actuel d'un financement onéreux par la structure financière européenne des banques centrales et commerciales, cela est une menace de grande envergure qui risque de paralyser le pays à terme et provoquer une réaction populaire violente.

Les solutions de gestion à la situation économique que nous subissons passent par la restauration d'un mode de financement gratuit et l'annulation de la dette injustement constituée à l'encontre des intérêts de la population.

Enfin, si la situation devait s'éterniser, elle créera un second fossé entre les populations qui ont conservé leurs revenus, et ont réalisé involontairement une épargne, et ceux dont les revenus se sont effondrés, les jetant dans la misère.

Le risque d'une inflation forte au sortir de la crise sanitaire est à craindre, le rebond de la demande trouvant en face d'elle une offre affaiblie par les faillites et fermetures d'entreprises, ainsi que les licenciements. Cela fera plaisir aux libéraux qui croiront pouvoir affirmer que c'est la démonstration que l'apport très important de monnaie nouvelle en est la cause. La réalité est au contraire que c'est l'insuffisance de création de monnaie pour prendre en charge toutes les pertes d'exploitation qui est à l'origine du déséquilibre offre/demande cause réelle de l'inflation si elle se produit.

## ANNEXE TECHNIQUE

### Constitution de la dette publique

Comme pour les précédentes démonstrations nous allons disséquer le processus en distinguant chaque unité de monnaie selon son millésime d'introduction dans le circuit économique et en figeant certains paramètres afin de simplifier la présentation ; paramètres que nous ferons varier ensuite pour recoller à la réalité que nous constatons.

Afin que chacun puisse comprendre, y compris les personnes qui n'ont pas d'affinité avec les chiffres, nous allons aller très progressivement en montant les marches l'une après l'autre.

#### **I- Équilibre du budget de première année**

La première année l'État va dépenser 10 000. Nous savons que la totalité de cette somme va retourner dans les caisses de l'état dans un délai inconnu à l'avance. Pour l'exemple nous retenons un retour sur 6 ans avec des montants annuels arbitraires indiqués en vert dans le tableau qui suit.

Si la première année le montant est inférieur à celui de la deuxième année (2800 contre 4000) cela est logique car les dépenses vont être étalées sur l'année et donc le retour ne portera pas sur la totalité de la somme au début.

D'où viennent les 10 000 injectés par l'état à l'origine ? Nous allons étudier 3 possibilités classiques.

La création monétaire par L'État lui-même ; un prêt de la banque centrale à taux zéro (sans intérêt) ; un prêt d'une banque commerciale avec un taux d'intérêt positif.

#### **•Création monétaire de l'État**

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	Total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0	0	
rembourst cumul des retours	10 000 2800	6800	8500	9300	9800	10000			

L'État n'a aucun remboursement à effectuer, il peut donc capitaliser les ressources en retour. Le cumul année après année est indiqué en bleu dans le tableau ci-dessus. Lorsque la totalité est revenue dans les caisses de l'État (à la fin de la 6ème année dans l'exemple pris) l'État dispose de nouveau des 10 000 créés à l'origine. Cela lui permettra de financer en tout ou partie les nouvelles dépenses de l'année 7, sans avoir à créer de la monnaie nouvelle ; ou alors il pourra détruire la monnaie revenue ;

Si nous posons pour hypothèse de travail que l'état ne réutilise pas la monnaie qu'il récupère pour financer les dépenses des années suivantes, cela nous permettra de voir précisément le parcours de chaque unité de monnaie dépensée. C'est ce qui va nous permettre de comprendre ce qu'il se passe réellement et que nous ne voyons pas quand les sommes sont immédiatement réinjectées dans le circuit.

Pour les années 2, 3 et suivantes jusqu'à l'année 6 l'État va donc créer de nouveau 10 000 de monnaie. Il est probable que les 10 000 créés chaque année ne reviendront pas sous formes de ressources à la même vitesse que dans le tableau ci-dessus. Certaines pourront mettre plus de temps ou moins de temps que dans l'exemple ci-dessus. De même les montants annuels ne seront sans doute pas identiques que ceux inscrits en vert dans le tableau. Mais nous en verrons les conséquences plus tard.

•Deuxième possibilité étudiée : le prêt gratuit de la Banque de France

Prêt à taux zéro (ou avance gratuite) de la banque de France sur 7 ans

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0		
rembourst disponible	1 000 1800	1500 4300	1500 4500	1500 3800	1500 2800	1500 1500	1500 0		

Du fait de l'étalement des dépenses le prêt de la banque de France va être également étalé en plusieurs versements sur l'exercice, c'est pourquoi il est retenu une annuité inférieure la première année. (1000 contre 1500 les années suivantes)

A la différence de la création monétaire l'État doit cette fois rembourser une partie du prêt en ponctionnant sur les ressources en retour. La première année l'État récupère 2800 (en vert) et doit rembourser à la BdF une annuité de 1000 (en noir). Il ne lui reste donc que 1800 (en bleu).

La deuxième année aux 1800 capitalisés s'ajoutent les ressources en retour d'un montant de 4000 puis est déduite l'annuité de 1500. Il reste donc 4300 capitalisés

Les retours des premières années sont logiquement supérieurs (dans la plupart des cas) au montant à rembourser linéaire, et l'État va recevoir plus qu'il ne rembourse. Il pourra capitaliser (les montants en bleu). Puis sur la fin de la période ce sera l'inverse et on constatera qu'au terme du retour des ressources, l'État aura remboursé très exactement le montant du prêt. Si au contraire les retours sous forme de ressources étaient trop lents et que l'État ne dispose pas du montant à rembourser la banque de France n'aura qu'à reporter le montant dû et cela n'aura aucune incidence puisque le taux est nul,

Pour rappel nous disséquons le processus en ne nous intéressant qu'aux dépenses de la première année pour voir apparaître le phénomène. Nous verrons plus loin ce qu'il se passe quand nous regardons tous les exercices en même temps.

•Troisième solution étudiée : l'État emprunte auprès d'une banque commerciale

Durée 7 ans taux d'intérêt 1%. Le montant de l'annuité de remboursement est de 1 486 (utilisation des arrondis). Le tableau d'amortissement du prêt est présenté ci-dessous avant le tableau qui suit les comptes de l'État.

Plan de remboursement du prêt

Rembourst	1386	1400	1414	1428	1443	1457	1472		10 000
Intérêts	100	86	72	58	43	29	16		404

Comptes de l'État

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0		
Rembourst Disponible manque	1486 1314	1486 3828	1486 4042	1486 3356	1486 2370	1486 1084	1488 404		10 404 - 404

La première année l'État récupère 2 800 ; rembourse 1486, et capitalise le reste 1314.

Sauf qu'il arrive un moment où l'État ne dispose plus de la somme nécessaire pour acquitter le

remboursement qui échoit. Il devient alors débiteur vis-à-vis de la banque - 404.

Ce que l'on constate immédiatement c'est que le montant de l'insuffisance de fonds est très exactement égal au cumul des intérêts courus.

## II - Équilibre du budget sur plusieurs exercices

Que se passe-t-il maintenant si on regarde sur plusieurs exercices et pas seulement sur un seul ?

. Financement par la création monétaire.

Année 1

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0		

Année 2

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses		12000							
Retour en ressources		3600	2400	2520	600	840	360	1080	600

Année 3

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses			11000						
Retour en ressources			1100	5280	3410	330	275	605	

Nous avons pris pour hypothèse que les dépenses de deuxième année sont plus longues à revenir (8 ans) et celles de troisième année plus rapides (5 ans),

Regroupons-en 1 seul tableau les 3 exercices

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000	11000						
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200			
		3600	2400	2520	600	840	360	1080	600
			1100	5280	3410	330	275	605	
Totaux annuels	2800	7600	5200	8600	4510	1370	635	1685	600
Total cumul									33000

Ce tableau est celui qui résulterait d'une situation où l'État cesserait d'engager des dépenses après la troisième année.

L'État aura donc créé la première année 10 000 de monnaie correspondant aux dépenses de première année ; la deuxième année 12 000 et la troisième année 11 000 soit un total de 33 000. Cela correspond bien aux ressources récupérées comme nous le savons,

Dans la pratique que nous connaissons cela se passe différemment. L'État va utiliser les ressources qu'il perçoit pour financer au fur et à mesure les nouvelles dépenses budgétées, plutôt que de créer de la monnaie nouvelle. Les situations décrites plus haut vont donc se superposer dans le temps et les besoins en création de monnaie vont s'atténuer voire s'estomper par moment. Le phénomène démontré n'en reste pas moins exact et la conclusion d'équilibre structurel sur le long terme entre

les dépenses et les ressources qui en découlent reste valable.

Le réemploi immédiat de la monnaie qui revient pour financer les dépenses à venir évite de créer la monnaie correspondante mais cette monnaie réinjectée une deuxième fois va produire à son tour des ressources pour un montant identique. C'est la superposition dans le temps des différents cycles de la monnaie qui empêche de constater le phénomène ; il n'en est pas moins effectif mais la comptabilité publique n'est pas apte à le montrer.

. Financement par le prêt à taux zéro ou avance gratuite.

Année 1

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0		
rembourst disponible	1 000 1800	1500 4300	1500 4500	1500 3800	1500 2800	1500 1500	1500 0		

Année 2

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses		12000							
Retour en ressources		3600	2400	2520	600	840	360	1080	600
rembourst disponible		1200 2400	1800 3000	1800 3720	1800 2520	1800 1560	1800 120	1800 -600	0

3410L'année 8 les 600 manquants sont reporés sur l'année suivante

Année 3

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses			11000						
Retour en ressources			1100	5280	3410	330	275	605	
rembourst disponible			1100 0	1650 3630	1650	1650	1650	1650	1650

Tableau de regroupement

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10 000	12000	11000						
Retour en ressources	2800	4000 3600	1700 2400 1100	800 2520 5280	500 600 3410	200 840 330	0 360 275	0 1080 605	0 600 0
Totaux	2800	7600	5200	8600	4510	1370	635	1685	600
cumul	2800	10400	15600	24200	28710	30080	30715	32400	33000
rembourst	1000	1500 1200	1500 1800 1100	1500 1800 1650	1500 1800 1650	1500 1800 1650	1500 1800 1650	1800 1650	1650
Totaux	1000	2700	4400	4950	4950	4950	4950	3450	1650
cumul	1000	3700	8100	13050	18000	22950	27900	31350	33000
Disponible	1800	6700	7500	11150	10710	7130	2815	1050	0

Là encore on observe que sur la durée, les ressources et le remboursement des emprunts à taux zéro s'équilibrent.

. Financement par le prêt onéreux auprès d'une banque commerciale ou une banque centrale lorsque cela est possible

#### Année 1

Hypothèses : Emprunt de 10000      Durée 7 ans      Taux 1 %      annuité 1486 (1488 la dernière année)

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	1386	1400	1414	1428	1443	1457	1472		<b>10 000</b>
Intérêts	100	86	72	58	43	29	16		<b>404</b>

Comptes de l'État

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200			
Rembourst	1486	1486	1486	1486	1486	1486	1488		10 404
Disponible	1314	3828	4042	3356	2370	1084			
manque							404		- 404

#### Année 2

Hypothèses : Emprunt de 12000      Durée 7 ans      Taux 0,30 %      annuité 1735

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	1699	1704	1709	1714	1719	1725	1730		<b>12000</b>
Intérêts	36	31	26	21	16	10	5		<b>145</b>

Comptes de l'Etat

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses		12000							
Retour en ressources		3600	2400	2520	600	840	360	1080	600
Rembourst		1735	1735	1735	1735	1735	1735	1735	
Disponible		1865	2530	3315	2180	1285			
manque							- 90	- 745	- 145

#### Année 3

Hypothèses : Emprunt de 11000      Durée 5 ans      Taux 0,75 %      annuité 2250

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	2167	2183	2200	2217	2233				<b>11 000</b>
Intérêts	83	66	50	34	17				<b>250</b>

Comptes de l'État

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses			11000						
Retour en ressources			1100	5280	3410	330	275	605	
rembourst			2250	2250	2250	2250	2250		<b>11000</b>
disponible				1880	3040	1120			
manque			- 1150				- 855	-250	- 250

Au terme des 3 années nous constatons que pour chacune d'elle la dette résiduelle après épuisement des ressources est strictement égale au montant des intérêts échus.

Nous n'avons pas compté les éventuelles pénalités de retard en cours de remboursements, lesquelles se seraient ajoutées à la dette finale.

Ce constat nous laisse présager du résultat que nous allons constater avec le regroupement des 3 exercices.

### Regroupement des 3 exercices

Tableau de remboursement des prêts

Rembourst	1386	1400 1699	1414 1704 2167	1428 1709 2183	1443 1714 2200	1457 1719 2217	1472 1725 2233	1730	<b>10000</b> <b>12 000</b> <b>11 000</b>
Intérêts	100	86 36	72 31 83	58 26 66	43 21 50	29 16 34	16 10 17	4	<b>404</b> <b>145</b> <b>250</b>
									<b>799</b>

### Comptes de l'Etat

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000	11000						
Retour en ressources	2800	4000 3600	1700 2400 1100	800 2520 5280	500 600 3410	200 840 330	360 275	1080 605	600
Totaux cumul	2800 <b>2800</b>	7600 <b>10400</b>	5200 <b>15600</b>	8600 <b>24200</b>	4510 <b>28710</b>	1370 <b>30080</b>	635 <b>30715</b>	1685 <b>32400</b>	600 <b>33000</b>
rembourst	1486	1486 1735	1486 1735 2250	1486 1735 2250	1486 1735 2250	1486 1735 2250	1488 1735 2250	1735	<b>10404</b> <b>12145</b> <b>11250</b>
Totaux cumul	1486 <b>1486</b>	3221 <b>4707</b>	5471 <b>10178</b>	5471 <b>15649</b>	5471 <b>21120</b>	5471 <b>26591</b>	5473 <b>32064</b>	1735 <b>33799</b>	
Disponible manque	1314	5693	5422	8551	7590	3489	-1349	- 1399	- <b>799</b>

Comme prévu nous retrouvons au terme des 3 exercices une dette publique strictement égale au cumul des intérêts échus.

Compliquons l'analyse pour nous rapprocher de ce que nous constatons chaque jour et regardons ce qu'il se passe quand l'État réinjecte au fur et à mesure dans l'économie réelle la monnaie qui lui revient,

Lorsque l'État réinjecte dans le circuit de l'économie réelle les ressources produites pour financer les nouvelles dépenses cela ne modifie pas le processus qui a été décrit plus haut ; cela ne fait que réduire le besoin immédiat d'emprunt pour les nouvelles dépenses mais ces ressources manqueront alors pour le remboursement des emprunts en cours ou le financement d'autres dépenses futures. Sur le long terme cela revient au même mais ce mélange des monnaies aux millésimes d'origine différents brouille la vision que nous pouvons en avoir car la comptabilité publique n'est pas adaptée à une gestion analytique fine du budget et des finances de l'État,

Nous le vérifions en reprenant les exemples ci-dessus et en réinjectant les ressources produites au fil de l'eau.

Rappel des données

Année 1

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	total
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200	0		

Année 2

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses		12000							
Retour en ressources		3600	2400	2520	600	840	360	1080	600

Année 3

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses			11000						
Retour en ressources			1100	5280	3410	330	275	605	

L'État ayant créé 10000 pour financer les dépenses de première année, il se retrouvera avec 2800 en caisse au début de la deuxième année, Durant cette deuxième année il va recevoir encore 4000 de ressources produites par les dépenses de l'année précédente. De plus les dépenses engagées la deuxième année vont également produire 3600 de ressources nouvelles en cours d'exercice. Sur les 12000 de dépenses budgétées pour l'année 2 il n'a donc plus besoin de financer que :

$12000 - (2800 + 4000 + 3600)$  soit **1 600 seulement**

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000							
Retour en ressources	2400	4000 3600	1700 2400	800 2520	500 600	200 840		360 1080	600
Financemt de l'Etat	10000	1600							

La troisième année il recevra 1700 de ressources issues de la 1ère année, 2400 venant de la 2ème année et 1100 en retour des dépenses engagées la 3ème année sur les 11000 budgétés et dépensés.

Le financement de l'état pour cette 3ème année pourra être limité à :

$$11000 - (1700 + 2400 + 1100) \text{ soit } 5800$$

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000	11000						
Retour en ressources	2400	4000 3600	1700 2400 1100	800 2520 5280	500 600 3410	200 840 330	360 275	1080 605	600
Financemnt de l'Etat	10000	1600	5800						
Ressources ultérieures				8600	4510	1370	635	1685	600

Si nous stoppons les dépenses de l'État à la fin de la 3ème année pour les besoins de la démonstration, il est constaté que le total des ressources qui continueront d'arriver dans les caisses de l'État sera très exactement égal au montant du financement **créé ou emprunté à taux zéro** par l'État,

$$\text{Total financement} = 10000 + 1600 + 5800 = 17400$$

$$\text{Ressources ultérieures} = 8600 + 4510 + 1370 + 635 + 1685 + 600 = 17400$$

Nous pourrions poursuivre la démonstration avec une 4ème année, une 5ème année ou plus et le constat final serait le même.

### Que donne la simulation dans le cas d'emprunt onéreux ?

Rappel des données de 1ère année pour un emprunt onéreux auprès des banques commerciales

#### Année 1

Hypothèses : Emprunt de 10000    Durée 7 ans    Taux 1 %    annuité 1486 (1488 la dernière année)

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	1386	1400	1414	1428	1443	1457	1472		<b>10 000</b>
Intérêts	100	86	72	58	43	29	16		<b>404</b>

Comptes de l'État

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10 000								
Retour en ressources	2800	4000	1700	800	500	200			
Rembourst	1486	1486	1486	1486	1486	1486	1488		

Comme cela a été vu dans l'exemple précédent le besoin de financement de 2ème année sera moindre si les ressources produites sont immédiatement réutilisées comme cela est fait dans la pratique, Sur les 2800 récupérés de la 1ère année vont être prélevés 1486 de remboursement au titre de l'emprunt initial de 10000. Puis sur les 4000 et 3600 de ressources nouvelles au titre de la 2ème année vont être de nouveau prélevés 1486 de deuxième annuité.

$$12000 - (2800 - 1486) - (4000 + 3600 - 1486) = 4572$$

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000							
Retour en ressources	2800	4000 3600							
Rembourst emprunt	1486	1486							
Emprunts	10000	4572							

le tableau d'amortissement de l'emprunt N° 2 est alors

Hypothèses : Emprunt de 4572 Durée 7 ans Taux 0,30 % annuité 661

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	647	649	651	653	655	657	660		4572
Intérêts	14	12	10	8	6	4	1		55

Dans le tableau ci-dessus les annuités du premier emprunt ont été prélevés mais pas la première annuité du deuxième emprunt de 4572. Pour commencer le 3ème exercice l'État devra donc commencer par emprunter 661 pour acquitter cette première annuité du prêt N°2,

Pour financer ensuite les 11000 prévus au budget, et sachant qu'il n'a plus rien en caisse il ne pourra compter que sur les ressources en retour des 2 années précédentes et celles à venir au cours de la 3ème année, c'est à dire 1700 + 2400 + 1100

Mais il devra déduire de ces sommes l'annuité N°3 du premier emprunt et les annuités N°s 1 et 2 du deuxième emprunt.

Son besoin de financement sera donc de

$$11000 + (1486 + 661 + 661) - (1700 + 2400 + 1100) = 8608$$

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000	11000						
Retour en ressources	2400	4000 3600	1700 2400 1100						
Rembourst emprunt	1486	1486	1486 661 661						
Emprunts	10000	4572	8608						

le tableau d'amortissement de l'emprunt N° 3 est alors

Hypothèses : Emprunt de 8608 Durée 5 ans Taux 0,75 % annuité 1761 (1760 les 2 dernières années)

Tableau de remboursement du prêt

Rembourst	1696	1709	1722	1734	1747				8608
Intérêts	65	52	39	26	13				195

Après l'arrêt des dépenses le tableau des comptes à venir de l'État se présente ainsi, sachant que la première annuité de l'emprunt N°3 est reportée sur l'année suivantes,

Années	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Dépenses	10000	12000	11000						
Retour en ressources	2800	4000 3600	1700 2400 1100	800 2520 5280	500 600 3410	200 840 330	360 275	1080 605	600
Annuités 1 emprunts 2 2 3 3	1486	1486	1486 661 661	1486 661	1486 661	1486 661	1488 661		
Emprunts	10000	4572	8608						
Ressources futures				8600	4510	1370	635	1685	600
Charges d'emprunts				5669	3908	3907	3909	661	
Dont intérêts	100	100	149	120	90	61	33	1	Total 654

le total des charges d'emprunts restant à payer est de

**18 054**

Le total des ressources à venir est de

- 17 400

L'État conservera alors une dette de

**654**

C'est exactement le total des intérêts échus et à échoir résultants des emprunts de l'État sur les 3 exercices.

La démonstration pourrait être reproduite sur une plus longue durée et avec d'autres hypothèses et le résultat sera toujours le même : les ressources produites par les dépenses équilibreront sur le long terme la totalité des dépenses engagées mais pas les intérêts des emprunts qui alimenteront sans fin la dette publique quels que soient les niveaux d'activité de l'économie réelle (PIB ou autre),

### CONCLUSIONS IMPORTANTES

1 – Il est évident que la dette publique est alimentée par les seuls intérêts et agios des emprunts onéreux auprès des bailleurs de fonds, banques privées, ou centrales dans les pays où les banques centrales financent directement les États.

La création monétaire par l'État ou le recours à l'emprunt gratuit ne génèrent aucun élément de dette publique.

2- Le phénomène est constaté en toutes circonstances et quels que soient les montants le taux et durées des emprunts. Il se vérifie quelle que soit la durée de l'exercice retenue ; qu'il soit annuel, mensuel ou quotidien.

3 - Dans les exemples utilisant la création monétaire ou l'emprunt gratuit, l'équilibre financier est maintenu entre les dépenses engagées et les ressources produites par ces dernières.

Le recours à l'emprunt onéreux provoque un déséquilibre entre les ressources produites par les dépenses injectées dans le circuit de l'économie réelle et les dépenses globales incluant les intérêts d'emprunt. Ce sont donc les intérêts d'emprunt, qui génèrent le déséquilibre de trésorerie car seules ces **dépenses financières** ne produisent pas de ressources et ne peuvent jamais être compensées.

**Il ne s'agit donc pas d'un déficit budgétaire** puisque les ressources produites sont égales aux dépenses engagées, mais un déficit financier de trésorerie.

4 - ce mécanisme est récurrent et s'aggrave quand les taux d'intérêts sont positifs. Cela explique que le déficit de trésorerie soit chronique et évolutif.

C'est donc la dette qui provoque le « déséquilibre financier de trésorerie » et non l'inverse comme on le croit généralement. C'est contraire à notre ressenti, comme ça l'est pour la Terre qui tourne sur elle-même et autour du soleil quand nous croyons voir le soleil tourner autour de nous.

Pour rétablir l'équilibre il faudrait réduire les dépenses futures du montant de la dette ; puis ne jamais les augmenter ensuite pour ne pas avoir à réemprunter, ce qui conduirait à une stagnation des dépenses alors que les besoins et la démographie augmentent. Cela équivaut à un appauvrissement structurel par habitant Aujourd'hui en France le montant de la dette est déjà supérieur au budget de l'État, donc il n'est plus possible de rétablir l'équilibre financier de cette manière, et comme le processus d'endettement s'auto alimente nous sommes dans une spirale infernale.

Par contre les taux négatifs inversent le processus et offrent une solution de résorption du déficit de trésorerie.

A défaut d'une pratique constante et durable de taux négatifs, la seule solution est chirurgicale et consiste à effacer la dette d'une part et modifier le mode de financement d'autre part en utilisant soit la création monétaire étatique soit l'emprunt à taux nul.

5 – Le processus repose sur le fait que la fiscalité sur les échanges recycle l'intégralité de la monnaie vers les caisses de l'État et donc produit en ressources l'équivalent exact des dépenses engagées,

Toutefois cette contrainte n'est pas toujours respectée et des événements peuvent le contrarier,

Le premier est l'épargne lorsqu'elle se présente sous forme de monnaie non réutilisée par ailleurs (monnaie fiduciaire stockée ou comptes de dépôts laissant un solde positif chronique. Elle n'altère pas le résultat mais ralentit le retour vers les caisses de l'État ce qui peut engendrer des insuffisances passagères de trésorerie. Lorsque l'État crée lui-même la monnaie ou emprunte à taux nul, ce ralentissement est sans conséquence pour l'équilibre financier.

Plus les individus détiennent de la monnaie fiduciaire ou des dépôts inertes conséquents plus ils ralentissent et pénalisent le circuit économique.

L'épargne sous forme de biens ou droits ne stoppe pas la circulation de la monnaie et est donc neutre ; Il en va de même pour l'épargne investie auprès d'organisme qui l'utilise par ailleurs et la font circuler.

Un deuxième motif est constitué des exportations qui conduit à une évasion de monnaie (devises) à l'extérieur du circuit des échanges sur lequel s'applique la fiscalité. A contrario les importations ont l'effet inverse et seul le solde de la balance commerciale donnera lieu à fuite ou entrée de monnaie, faussant ainsi l'équilibre structurel résultat de la fiscalité.

C'est ce qui explique que l'équilibre budgétaire structurel ne vaut qu'au niveau de l'État. Il n'est pas totalement transposable aux collectivités locales qui disposent d'un outil fiscal mais non pas la maîtrise du circuit économique,

Pour les mêmes raisons, il n'est pas davantage établi au niveau de l'Europe qui subit des fiscalités différentes sur des parcelles de marchés aux règles diverses. C'est pourquoi l'Euro pâtit de sa forte mobilité et n'est pas une monnaie adaptée à la gestion étatique.

Une troisième cause de déséquilibre vient de la « Finance » . Outre que la fiscalité a longtemps été absente de la sphère financière, la spéculation a la particularité de créer ou détruire de la valeur arrhée des fluctuations boursières. La monnaie qui y circule peut donc également apparaître ou disparaître et échapper au recyclage fiscal. Le poids de la spéculation financière a atteint un niveau qui concurrence l'économie réelle et rend problématique cette cause. Il serait grand temps de réformer la pratique financière pour en restaurer l'utilité, depuis longtemps disparue.

## Table des matières

PRÉFACE.....	2
AVERTISSEMENT.....	4
I - ÉTAT DE L'ÉCONOMIE.....	5
II - RÈGLES ET DOGMES ACTUELS :.....	8
III - LES BONNES RÈGLES ET DOGMES :.....	11
IV - DÉMONSTRATIONS.....	14
IV - 1 Démonstration N° 1: Circulation de la monnaie et budget.....	14
IV - 2 Démonstration N°2 : Explication de l'erreur de la Comptabilité Publique.....	19
IV - 3 rapport entre le budget de l'État et l'activité économique.....	31
V - PRÉCISIONS UTILES.....	38
V - 1 Il existe d'autres façons de réaliser des échanges : sans circulation de la monnaie par exemple. .....	38
V - 2 La dette publique.....	39
V - 3 La création monétaire.....	43
V - 4 La Finance et la politique monétaire.....	51
VI - SOLUTION.....	53
VI - 1 La solution pour restaurer notre pays et le bien être des français.....	53
VI - 2 La solution pour la crise du Covid-19.....	55
ANNEXE TECHNIQUE.....	65